

RÈGLEMENT DE LA CRISE LIBYENNE

L'APPROCHE ALGÉRIENNE DISPOSE DES ATOUTS DE LA RÉUSSITE

Page 3

ANNONCÉ PAR
LE SYNDICAT NATIONAL

**LES
AIDES-
SOIGNANTS
EN GRÈVE**

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4028 | Mercredi 24 juin 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

COROANVIRUS
EN ALGÉRIE

**LES DÉCÈS
ET LES
CONTAMINATIONS
EN HAUSSE**

Page 16

REPRISE DU PROCÈS D'ALI HADDAD

OUYAHIA ET SELLAL REJETTENT LES ACCUSATIONS DE CORRUPTION

Page 3



ARMÉE

**SAÏD CHANEGRIHA
EN VISITE OFFICIELLE
EN RUSSIE**

Page 3

GRAND PORT DU CENTRE PRES D'ALGER

**LE PROJET
SERA
"RÉEXAMINÉ"**

Page 3



59
commerces fermés
à Médéa

80
véhicules livrés
à la direction
générale
des Forêts

144
morts en 3 mois
dans des accidents
imputés à
des motocyclistes

Parlement : Le 08 mai 45 consacré "Journée nationale de la Mémoire"

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté hier, le projet de loi instituant le 08 mai 1945, Journée nationale de la Mémoire. L'adoption s'est déroulée lors d'une plénière présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni.

Le rapport complémentaire élaboré par la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, renfermait 8 amendements d'articles du Projet de loi, dont six (06) articles ont été adoptés, tandis que deux propositions ont été incluses parmi les recommandations qui seront soumises aux parties concernées (ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits).

Il s'agit d'un nouvel article qui dispose que "sont appelés +martyrs+, les victimes des massacres perpétrés par le colonialisme français, le 8 mai 1945.

L'autre article prévoit, en outre, "la criminalisation des actes



perpétrés par le colonialisme français inique le 8 mai 1945 contre le peuple algérien".

Protection des enfants contre les dangers de l'Internet : Les efforts de la DGSN mis en exergue



Les efforts des services de la Sûreté nationale, en matière de protection des enfants contre la mauvaise utilisation de l'Internet et des réseaux sociaux, ont été au cœur du programme interactif "Fi Es-Samim", diffusé en direct dans le cadre de l'espace radiopho-

nique de la Sûreté nationale sur les ondes de la chaîne I, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Au début de l'émission, la commissaire de police, Yasmine Khouas, a évoqué le développement technologique accéléré qui a vu l'émergence de nouvelles techniques de communication sur la toile et les réseaux sociaux ainsi que les dangers de leur mauvaise utilisation par les enfants. A ce propos, elle a fait état de l'enregistrement, au cours de l'année 2019 et le premier semestre de 2020, quelque 115 affaires dont ont été victimes 90 mineurs, outre l'implication de 130 autres dans des affaires de cybercriminalité. Rappelant les mesures préventives prises par la DGSN, notamment les cours et conférences de sensibilisation, les journées d'information et d'études, les colloques et les séminaires, la commissaire de police Khouas a souligné que ces actions ont été organisées en coordination avec les partenaires des autres corps de sécurités et la société civile.

Autisme : Assurer des séances de rééducation à distance

Des professionnels de la santé ont recommandé la mise en place de mécanismes, pour assurer des séances de rééducation à distance, au profit des enfants atteints d'autisme, a rapporté un communiqué de l'Association autisme Blida, qui a organisé une série de visio-conférences nationales sur ce sujet.

"Les enfants autistes figurent parmi les catégories les plus impactées par le confinement sanitaire, imposé en raison de la propagation du Covid-19. Cette situation et l'absence d'un plan et d'outils alternatifs pour la poursuite de leur prise en charge à distance les a privés des séances de rééducation (orthophoniques et autres) assurées par les associations ainsi que les centres et écoles spécialisés", ont estimé les participants aux visio-conférences.

Ils ont recommandé pour remédier à ce type de situation en cas de crises similaires à l'avenir, "la création de mécanismes susceptibles d'assurer une prise en charge de qualité, de même niveau que celle garantie par les écoles et centres spécialisés". Selon le communiqué, de nombreuses associations ont tenté de suivre des enfants autistes durant la période de confinement, via les réseaux sociaux, mais l'"expérience n'a pas fait long feu". "De nombreuses familles d'enfants autistes, ne possédant pas de micro-ordinateurs ou de connexion internet, et une majorité



des associations et centres spécialisés, manquent de moyens pour assurer un suivi à distance", est-il déploré dans le document.

Les visio-conférences ont permis d'aborder "l'impact du confinement sur l'enfant autiste et sa famille". L'initiative a vu la participation de représentants de nombreuses associations du domaine, notamment des wilayas de Chlef, Saïda, Tlemcen et Médéa, outre des experts étrangers (Arabie saoudite et Canada).

GÉNÉRAL-MAJOR SAÏD CHANEGRIHA, CHEF D'ÉTAT MAJOR DE L'ARMÉE NATIONALE POPULAIRE (ANP) PAR INTÉRIM

"Il est du devoir des valeureux hommes de cette Nation, dont la terre a été irriguée par le sang des Chouahada, de consentir et de fédérer tous leurs efforts, afin de mettre en échec toutes les tentatives hostiles, à travers le resserrement des rangs, la conjugaison des efforts nationaux, en privilégiant l'intérêt suprême du pays sur les intérêts personnels étroits, et en appelant tous les acteurs de la scène nationale à soutenir la direction du pays"



D
I
X
I
t

Pour obtenir le paiement de ses loyers, il piège son locataire grâce à un rendez-vous galant

Un propriétaire de Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, s'est agacé de ne pas obtenir le paiement de ses loyers. Il a alors mis en place un drôle de rendez-vous auquel son locataire ne s'attendait pas. Il a ainsi demandé à sa compagne de fixer un rendez-vous galant avec lui. Un rendez-vous rapidement obtenu, selon La Dépêche. À son arrivée, c'est sur le couple que le locataire tombe. Le propriétaire l'oblige alors à le suivre jusqu'à un distributeur pour obtenir de lui le versement des loyers impayés. Seulement, il est peu recommandé de régler des contentieux soi-même : cette méthode est répréhensible. Le couple devra d'ailleurs répondre de faits de violence et de tentative d'extorsion devant la justice.

Suisse : Trois kilos d'or trouvés dans un train

Les autorités judiciaires suisses ont récemment publié un avis de recherche, afin d'identifier le propriétaire de l'or retrouvé dans un train. Un paquet contenant au moins 3,4 kg du métal précieux, avait en effet été découvert en octobre dernier dans un des wagons d'une rame des Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) circulant entre Saint-Gall et Lucerne, relaye Le Nouvelliste.

Ce communiqué du ministère public à l'origine, ne précise pas la nature du contenant dans lequel se trouvait le métal précieux, ni aucune date ou heure de sa découverte. Capital avance que cette omission pourrait être due au fait, que seule la personne concernée connaît ces informations. La valeur du trésor laissé dans le train est estimée par les officiels à 182.000 francs suisses, soit un peu plus de 170.000 euros. Malgré la valeur marchande de la cargaison abandonnée, personne ne s'est manifesté pour le moment afin de la récupérer. Les investigations poussées, menées pour déterminer à qui appartient l'or, sont par ailleurs restées sans résultat. La loi locale stipule que son propriétaire a un délai de cinq ans pour réclamer son bien. Passé cette période, il ne pourra plus faire valoir ses droits.

RÈGLEMENT DE LA CRISE LIBYENNE

L'approche algérienne dispose des atouts de la réussite

Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, a affirmé hier que l'approche algérienne basée sur le dialogue pour le règlement du conflit en Libye "dispose de tous les atouts de la réussite", indiquant que l'UA soutient et encourage toute initiative fondée sur le dialogue et la réconciliation nationale, susceptible de parvenir à une solution définitive de la crise.



PAR LAKHDARI BRAHIM

Partant de la méthode de gestion des méditations à l'UA, basée sur le principe de subsidiarité qui consiste à soutenir les pays du voisinage dans la direction de la médiation, eu égard au rapprochement géographique et à la connaissance des acteurs locaux, l'Organisation encourage et soutient toute initiative de règlement susceptible de parvenir à une solution rapide et définitive de la crise libyenne, une initiative basée sur le dialogue et la réconciliation nationale", a précisé M. Chergui dans une déclaration l'APS.

A ce propos, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA estime, que l'initiative algérienne de règlement en Libye, compte tenu de sa qualité de membre dans le Comité de haut niveau, ainsi que dans le Groupe de Contact de l'UA sur la Libye, "dispose de tous les atouts de la réussite". La réussite de l'approche algé-

rienne s'explique, selon M. Chergui, par "l'adoption par l'Algérie de la solution politique pour la crise libyenne, une solution respectant la volonté du peuple libyen, son unité et sa souveraineté territoriale, c'est-à-dire à travers un dialogue inter-libyens mené par les Libyens eux-mêmes".

Pour M. Chergui, la position "équilibrée de l'Algérie, à l'égard de toutes les parties libyennes depuis le début de la crise, lui a valu "la confiance de tous". En témoignent, a-t-il ajouté, la visite en Algérie, quelques jours auparavant, du président de la Chambre des représentants, M. Aguila Salah, suivie par la visite du président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale, Fayez Al-Sarraj, ainsi que la confiance placée par les notables et chefs des tribus.

Autre qualité de l'approche algérienne, c'est le fait de privilégier la médiation participative et complémentaire qu'elle privilégie, un constat perçu par le

Commissaire africain dans les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui assuré que la médiation algérienne se fera en collaboration avec les Etats voisins sans ingérence et avec l'appui de l'ONU et de l'UA.

Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA s'est enfin dit optimiste quant à ces efforts et à toutes autres initiatives allant dans le sens de ce processus, mettant, toutefois, en garde contre l'escalade militaire, la poursuite des combats, des ingérences étrangères et de l'envoi des mercenaires et des armes en Libye, suscitant une grande inquiétude chez l'UA.

Et d'ajouter "Un espoir subsiste, après que tout le monde s'est rendu à l'évidence de l'impossibilité d'une solution militaire à la crise, de voir les belligérants libyens se rencontrer autour de la table des négociations, pour trouver une solution politique qui mettra un terme aux souffrances du peuple libyen, qui n'ont que trop duré".

L. B.

REPRISE DU PROCÈS D'ALI HADDAD

Ouyahia et Sellal rejettent les accusations de corruption

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le procès du tycoon Ali Haddad a repris son cours hier, après son interruption dimanche, suite au décès de Laifa Ouyahia, frère et avocat de l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, présent d'ailleurs au tribunal, la demande de ses avocats de renvoyer l'audience, en raison de sa situation particulière, étant rejetée par le juge.

Pour rappel, en sa qualité de principal accusé, Ali Haddad est poursuivi pour corruption, dans le cadre des contrats qu'il avait pu obtenir dans les secteurs des travaux publics, l'hydraulique, l'agriculture et le financement de la campagne présidentielle de Bouteflika.

Ahmed Ouyahia, Abdelmalek Sellal, en tant qu'ex-Premiers ministres, les ministres Amara

Benyounès, Amar Ghoul, Youcef Yousi, Boudjema Talai, Amar Ghoul et plusieurs walis, dont certains placés sous contrôle judiciaire, sont présents sur le banc des accusés.

Ahmed Ouyahia, qui n'a pas pu bénéficier du renvoi de l'audience, malgré sa situation particulière, a tenté de dégager sa responsabilité, en expliquant que, s'agissant des contrats de gré à gré pour les deux projets infrastructurels de l'autoroute Es-ouest et du port de Djen Djen, "c'est le président Bouteflika, seul, qui avait pris la décision".

"Le Président m'a chargé de l'exécution rapide des projets et mettre en conformité par la suite la situation sur le plan réglementaire", fait-il remarquer, en expliquant que "le Code des investissements a été

amendé pas moins de quatre fois sur ordonnance présidentielle". Au sujet de métro d'Alger, Ahmed Ouyahia est resté sur la même ligne de défense, en faisant savoir à l'audience, que la décision était prise en Conseil des ministres, et que son rôle en l'occurrence, était de faire exécuter le projet.

Refusant l'accusation de "dilatation de deniers publics", l'ex-Premier ministre a cherché à convaincre, au contraire, que son souci était justement "de protéger les finances du pays, en faisant des économies sur plusieurs projets, puis de rejeter par ailleurs, l'accusation selon laquelle ses enfants et sa femme auraient trempé dans les affaires". Pour sa part, Abdelmalek Sellal a fait savoir que "le chef du Gouvernement n'a pas vocation à octroyer les

contrats", rappelant tout de même que sous ses différents mandats pas moins de 2.000 projets ont été réalisés.

Sellal se lave les mains des accusations de corruption en faisant savoir que "Pendant la maladie du président, j'étais chargé de gérer politiquement le pays, jusqu'à mon départ, les projets n'étaient pas de mes compétences, je ne pouvais pas m'occuper de leur suivi".

"Je n'ai jamais pensé qu'après 45 ans au service de l'Etat algérien, en accédant étape par étape aux différents niveaux de responsabilité, j'ai même échappé au terrorisme, que je me retrouverai un jour poursuivi pour corruption, je demande à être innocenté", conclut-il en quête de l'empathie du juge.

C. A.

ARMÉE

Saïd Chanegriha entame une visite officielle en Russie

Le Général-major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire par intérim, effectue depuis hier mardi et ce jusqu'au 25 juin une visite officielle en Fédération de Russie. Chanegriha prendra part aux festivités célébrant le 75e anniversaire de la victoire à la Grande guerre patriotique de 1941-1945, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Sur invitation de monsieur le Général d'Armée Choïgou Sergueï Koujouguévitch, ministre de la Défense de la Fédération de Russie, monsieur le Général-major Chanegriha Saïd, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire par intérim, entame à partir d'aujourd'hui 23 juin 2020, une visite officielle à Moscou, pour prendre part aux activités officielles de célébration du 75e anniversaire de la victoire à la grande guerre patriotique de 1941-1945", précise le communiqué. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces armées de la Fédération de Russie, sera une opportunité pour les deux parties pour examiner les questions d'intérêt commun, conclut le communiqué du MDN.

GRAND PORT DU CENTRE
PRÈS D'ALGER

Le projet sera "réexaminé"

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali, a annoncé hier, que le projet de construction du grand port du centre à Hamdania à l'ouest d'Alger "sera réétudié" par le gouvernement, prolongeant de fait son gel.

"Ce projet sera étudié bientôt par le gouvernement et une décision sera prise", a déclaré le ministre, en précisant que l'emplacement de l'implantation du futur grand port du centre a été faite auparavant, du temps du règne du président déchu Abdelaziz Bouteflika.

"Le projet sera réétudié dans tous ses aspects économique, social et stratégique et y compris son impact sur l'agriculture" dans cette région, a ajouté le ministre, dont les propos ont été rapportés par l'ENTV. Aucune date n'a été fixée pour l'examen de ce projet.

M. Chiali a rappelé que le projet est "gigantesque" et nécessite d'importantes infrastructures de base, notamment une ligne de chemin de fer et une autoroute. Gelé depuis plusieurs mois, le projet du grand port du centre, devrait être abandonné, en raison notamment de son emplacement. La région d'El Hamdania ne permet pas d'accueillir un port d'une telle dimension, selon des experts.

R. N.

POUR DEVENIR L'ACTEUR RÉEL DU CHANGEMENT DANS LA NOUVELLE ALGÉRIE

La jeunesse doit "passer à l'action"

Trop longtemps mise en marge de la gestion des affaires du pays, la jeunesse algérienne réclame, désormais, son droit à prendre les rênes de la vie politique et se poser comme moteur de changement.

PAR RACIM NIDHAL

Le président de SIDRA, représentant d'un regroupement d'une trentaine d'associations nationales agissant sous le slogan de "EchababYataharek", annonce qu'un recueil d'une dizaine de propositions réclamant l'intégration de la jeunesse à la vie politique et publique, vient d'être adressé au gouvernement. Énumérant quelques-uns des points contenus dans ce recueil, M. Nassim Fillali les présente comme une force de proposition et de réflexion axées sur les réformes, "notamment sur celle de la nouvelle Constitution", mais aussi, sur diverses lois, telles celles relatives aux élections et aux associations, aux dispositions portant sur le développement local ou les concertations au sein des communes. S'exprimant, hier, à l'émission *L'Invité de la rédaction* de la chaîne 3 de la Radio algérienne, celui-ci remet en cause la politique de la "chaise vide" qui a régné jusqu'alors au détriment de cette partie de la population. Pour lui, c'est aux jeunes qu'il appartient, maintenant, d'investir l'ensemble des espaces politiques et de citoyenneté. Pour ce dernier, il leur appartient, dorénavant, de s'engager dans les syndicats, mais également, au sein des partis politiques, voire à en créer de nouveaux, plus proches de leurs aspirations.

Résumant ses propos, il estime que leur démarche devrait maintenant être pensée sur l'idée de participation, et non pas seulement sur celle de la contestation, dans tous les rouages de l'Etat. M. Fillali,



invite la jeunesse à "passer à l'action" pour devenir l'acteur réel du changement dans la nouvelle Algérie.

Observant que celle-ci a été exclue, "pendant des années et des années" des centres de pouvoir, il l'appelle à se transformer en force de proposition et d'action, en intégrant, pour cela, tous les espaces de souveraineté, à l'exemple du Parlement et des Assemblées élues.

Dans son intervention, l'invité remarque

que la participation des jeunes à la vie politique "au niveau local et national" de leur pays, a été bloquée au moment où a été mis avant l'aspect relatif à leur majorité légale.

Il explique que "tous les jeunes âgés entre 19 et 26 ans ont, ainsi, été exclus" de la possibilité de se porter candidats pour occuper des postes dans les Institutions nationales ou locales.

Il juge que si l'on a le droit de voter à par-

tir de l'âge de 18 ans, on a donc le droit légitime de se porter candidat et d'occuper l'ensemble des espaces permettant de participer à la vie politique de son Etat.

Dans cet ensemble de situation, M. Fillali met en cause la responsabilité de l'Etat, celle d'une volonté politique d'impliquer la population des jeunes dans la gestion de leur pays, "ce qui n'est pas garanti par les textes de loi".

R. N.

LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE

Réduction de la durée de présentation et d'examen

Les services du ministère des Finances s'emploient à la prise en charge de la demande de réduction de la durée de présentation et d'examen du projet de loi de règlement budgétaire, dans le cadre d'une approche globale de réforme budgétaire, comptable et fiscale, a affirmé avant-hier le ministre du secteur, Abderrahmane Raouia.

Le ministre répondait aux préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une plénière consacrée au débat du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2017.

Les membres de l'APN ont mis l'accent sur l'impératif de réduire la durée de l'examen du projet de loi du Règlement budgétaire, à une seule année au lieu de trois ans, afin de pouvoir pallier rapidement les lacunes dans le cadre de la consécration des principes de transparence dans le contrôle du denier public et de la bonne gouvernance.

Intervenant dans ce cadre, le ministre a rappelé concernant la réduction de la durée de présentation du projet de loi de règlement budgétaire, que le retour à la référence N-3 est édicté par les dispositions de la loi 84-17 relative aux lois de finance, toujours en vigueur, affirmant que les services du ministère des Finances œuvrent à la réduction de cette durée dans le cadre des réformes budgétaires, comptables et fiscales.

Selon le ministre, la réduction de la durée de présentation du projet de loi de règlement budgétaire se fera progressivement par le retour à l'exercice financier concernée N-2 puis N-3 à compter de 2023, et ce suivant les réformes en cours et conformément aux dispositions de la loi organique 18-15 relative aux lois de finance. "La modernisation du secteur porte essentiellement sur la consécration de davantage de transparence et de contrôle interne de l'exécution des dépenses publiques, ainsi que de la présentation des informations dans les délais acceptables afin d'améliorer la gouvernance des finances publiques, et ce à la faveur d'un système d'information intégré de gestion du budget", a ajouté le ministre. S'agissant du recours au financement non conventionnel en 2017, M. Raouia a indiqué que cette démarche avait été dictée par la situation prévalant cette année, afin de permettre à l'Etat de couvrir les besoins de financement du Trésor public et de la dette

publique.

Interrogé sur le faible taux de recouvrement des recettes fiscales, le ministre a fait état de résultats positifs enregistrés en la matière ayant permis une réduction progressive de la dépendances aux recettes pétrolières, le montant des recettes ordinaires recouvrées s'étant élevé en 2017 de 234%.

Pour ce qui est du faible taux de recouvrement de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), M. Raouia l'a imputé au phénomène d'achat sans facture au niveau du marché parallèle.

Il a également mis en avant, à cet égard, les mesures prises pour lutter contre l'évasion fiscale, à l'instar de la multiplication du nombre de contrôleurs fiscaux, l'intensification des intervention, et le suivi des dossiers prioritaires, notamment celui de la surfacturation.

Aussi, a-t-il rappelé l'introduction du numéro d'identification fiscale qui a permis la mise en place d'un fichier national des fraudeurs conformément à la loi de finances de 2009, soulignant que les contrevenants avaient été exclus des opérations commerciales extérieures et de la commande publique.

De même qu'il a salué les efforts consentis par les pouvoirs publics pour la rationalisation des dépenses publiques, à travers l'adoption des mesures nécessaires pour réduire les opérations de réévaluation des projets, en imposant la nécessaire maturation des études de projet et l'assainissement périodique de la nomenclature des investissements publics.

Evoquant les comptes d'affectation spéciaux (CAS), M. Raouia a fait état de mesures prises par le ministère pour l'assainissement et la réduction du nombre de ces comptes de 73 en 2010, à 54 en 2017 et 51 en 2018.

Sur le plan financier, le solde global de ces comptes a vu son montant réduit de 63% en 2017 par rapport à 2007.

Le ministre a rassuré enfin de la prise en ligne de compte des recommandations de la commission des finances et du budget, affirmant qu'elles sont une "base pour améliorer la maîtrise budgétaire et les procédures de gestion".

R. N.

HAUSSE DES PRIX DE LA SARDINE

Les explications du ministre de la Pêche

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, est revenu ce hier sur la forte hausse des prix de la sardine ces derniers jours.

Lors de son passage à la chaîne une de la Radio nationale, Ferroukhi estime que cette flambée des prix revient essentiellement au coûts élevés de pêche de la sardine, notamment en ce qui concerne les moyens utilisés tel que le carburants, les filets, les bateaux de pêche...

Il s'agit, de surcroît, d'une richesse halieutique limitée et soumise à une saison biologique, mais aussi du fait que le marché n'est pas approvisionné en quantité requise par rapport à la demande, ajoute le ministre.

En outre, Sid Ahmed Ferroukhi a indiqué que la richesse halieutique en Algérie est de 350.000 tonnes, "mais elle ne peut pas être exploitée entièrement, car elle risque de disparaître dans ce cas". Il préconise toutefois l'exploitation "de seulement un tiers de cette richesse, et laisser les deux tiers pour la reproduction".

"Nous avons également des zones en haute mer qui regorgent de poissons comme l'espadon, le thon gras et les bonnets, et nous cherchons à les exploiter à travers 18 navires désignés à cet effet", a-t-il ajouté.

R. N.

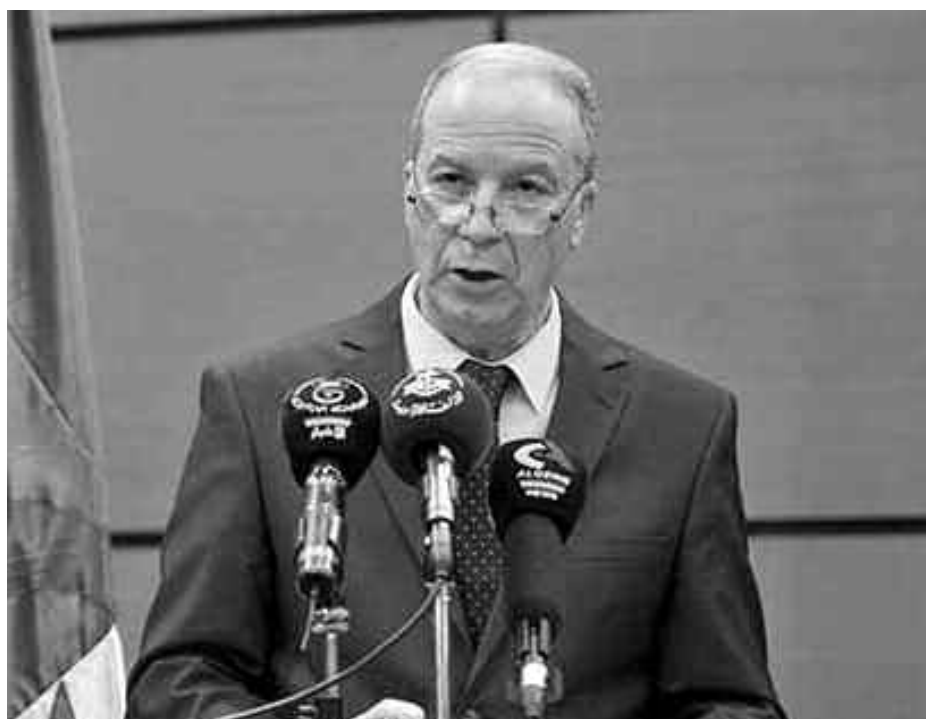
DR FOURAR :

“La période de déconfinement que connaît le pays est un peu délicate”

Le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (Covid-19), le Djamel Fourar, a souligné, avant-hier à Alger, la nécessité de suivre l'évolution des nouveaux cas positifs au coronavirus et “réagir rapidement”, afin d'éviter des foyers épidémiques dans certaines wilayas.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

“La période de déconfinement que connaît actuellement le pays est un peu délicate et il va falloir de ce fait suivre l'évolution des cas positifs et réagir rapidement par rapport aux enquêtes épidémiologiques afin qu'il n'y ait pas de foyers épidémiques dans certaines wilayas”, a indiqué M. Fourar dans une déclaration à l'APS, en marge de la présentation du bilan quotidien de l'épidémie. S'exprimant sur les enquêtes épidémiologiques menées dans 12 wilayas ayant connu une recrudescence en matière de nouveaux cas, M. Fourar a indiqué que les résultats font ressortir l'existence de wilayas “qui ont connu plus de cas que les autres à l'exemple de Ouargla et de Sétif”, estimant toutefois qu'il s'agit “de situations qui vont se stabiliser”. Rappelant que le monde avait atteint mercredi dernier un chiffre record dans l'évolution de cette pandémie avec 175.000 nouveaux cas enregistrés, M. Fourar a estimé qu'en Algérie, “l'augmentation des cas n'est pas signifi-



cative”. “On a tendance à parler de recrudescence, alors que les chiffres font ressortir 27 cas pour 100.000 habitants”, faisant observer qu'“à ce jour, 31 wilayas sont au-dessous de la moyenne nationale et seulement 17 wilayas en sont au-dessus”.

Il a expliqué que l'apparition des nouveaux cas s'explique par le déconfinement, relevant à cette occasion que l'adoption des mesures barrières, la distanciation sociale et le port des masques “permettront d'aller vers une baisse ou une stabilité dans le nombre des cas enregistrés”. “Le risque de contamination se situe au niveau des endroits fermés, comme les marchés, les gares, les grands magasins, alors que dans les espaces non fermés, le risque est moindre”, a-t-il noté, soulignant que “le port du masque de protection demeure un acte obli-

gatoire régi par un décret exécutif”. De son côté, le président du Conseil national de l'ordre des médecins et membre du Comité scientifique, Mohamed Bekkat Berkani, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que des enquêtes épidémiologiques sont en cours dans les wilayas où il a été constaté une hausse significative de cas, notant que certains Services d'épidémiologie et de médecine préventive (SEMEP) “connaissent des difficultés pour prendre les décisions qui s'imposent”. Rappelant que le port du masque, notamment dans les places publiques, “demeure obligatoire”, M. Berkani a appelé les autorités concernées à veiller à l'application de cette mesure préventive pour réduire la propagation du virus.

R. R.

L'OMS lance une nouvelle alerte

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), a adressé une alerte à tous les pays touchés par l'épidémie du coronavirus (Covid-19). Lors d'une conférence virtuelle organisée par l'émirat de Dubaï, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a lancé une nouvelle mise en garde contre la propagation du Covid-19. “Au niveau mondial, la pandémie du coronavirus ne recule pas, mais continue de s'accélérer”, a prévenu le chef de l'OMS. “Il a fallu plus de trois mois pour que le premier million de cas soit signalé. Le dernier million de cas a été signalé en seulement huit jours!”, a alerté Tedros Adhanom Ghebreyesus. “Nous savons qu'elle est bien plus qu'une crise sanitaire, c'est une crise économique, sociale et, dans de nombreux pays, politique. Ses effets se feront sentir sur des décennies”, a-t-il ajouté. Le chef de l'OMS a appelé à augmenter la production de dexaméthasone, et à distribuer rapidement dans le monde entier pour endiguer la pandémie. <<<<A noter que le dexaméthasone s'est révélé efficace pour traiter les malades les plus gravement atteints par le coronavirus.

R. R.

ARABIE SAOUDITE

Pour un Hadj 2020 local sans les étrangers

L'Arabie saoudite a annoncé la tenue fin juillet du grand pèlerinage musulman de La Mecque, un des cinq piliers de l'islam, avec un “nombre très limité” de fidèles, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, selon l'agence de presse officielle SPA.

Seules les personnes de toutes nationalités “se trouvant à l'intérieur du Royaume” saoudien pourront effectuer le hadj, conformément aux mesures de précaution afin de contenir la propagation du virus, a précisé l'agence.

C'est la première fois dans l'histoire de

l'Arabie saoudite, que le pèlerinage est fermé aux étrangers.

Jusqu'à-là, Riyad maintenait l'incertitude autour de la tenue de ce pèlerinage, l'un des plus importants rassemblements religieux au monde, qui a attiré 2,5 millions de fidèles musulmans en 2019, selon les chiffres du ministère chargé de l'organiser. Après avoir pris des mesures strictes de confinement, l'Arabie saoudite a levé cette semaine le couvre-feu en vigueur dans tous le pays. Dimanche, les mosquées de La Mecque ont ainsi rouvert leurs portes aux fidèles.

L'annonce du maintien du Hadj intervient également, alors que le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a prévenu lundi que la pandémie “continuait de s'accélérer” dans le monde.

C'est notamment le cas en Arabie saoudite, pays arabe du Golfe le plus touché avec une recrudescence du nombre de contaminations.

Les autorités ont officiellement recensé plus 161.000 personnes infectées, dont 1.307 sont décédées.

R. N.

CONSULAT DE FRANCE
À ALGER

Précisions au sujet des visas et titres de séjours expirés

“Les titulaires d'un titre de séjour, d'un récépissé, d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un visa de long séjour expirés entre le 16 mars et le 15 juin bénéficient d'une mesure de prorogation de validité de 6 mois”, a annoncé hier le Consulat général de France à Alger dans un communiqué. “Ils pourront donc entrer dans l'espace Schengen sur la base de ces derniers, sans nécessité de délivrance complémentaire de visas de retour ou de nouveaux visas de long séjour”, précise la même source en recommandant aux intéressés “de privilégier un retour dans l'espace Schengen directement par la France”. “Une notice d'information générale rappelant les modalités de prorogation des documents de séjour et ses conséquences en matière de séjour et d'entrée sur le territoire est téléchargeable (en français et en anglais) sur le site du ministère de l'Intérieur. Il est recommandé aux intéressés de disposer d'une version papier avec eux”, précise encore le communiqué du Consulat général de France à Alger. “Les détenteurs d'un document de séjour expirant après le 15 juin devront solliciter un nouveau visa de long séjour auprès du consulat général”, conclut le communiqué.

AIDES-SOIGNANTS

Le Syndicat national annonce une grève

Dans un communiqué adressé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et rendu public, le Syndicat national des aides-soignants (SNAS), appelle à une grève générale le 25 juin prochain. Le SNAS justifie l'organisation de cette “journée de colère” par le “silence de la tutelle face aux doléances et revendications légitimes du Syndicat” » soulevées le 15 juin dernier.

Les signataires du communiqué précisent, que le mouvement de protestation peut être appelé à se durcir à partir du 2 juillet, dans le cas où la tutelle “ne publie pas de déclaration officielle pour répondre aux doléances des travailleurs du secteur de la santé”. Pour rappel, le SNAS demande notamment “la révision et l'aménagement du statut actuel de la profession d'aide-soignant, l'instauration d'un système de formation périodique et de promotion au profit de l'ensemble des aides-soignants à travers le territoire national, l'amélioration de leur niveau de formation, la révision de la grille des salaires, le classement de la profession d'aide-soignant dans la catégorie des métiers à haute pénibilité, la révision de la prime de zone du Sud et sa généralisation à tous les corps médicaux et paramédicaux, l'amélioration des conditions de travail... ”.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUMERDES
DIRECTION DE L'EDUCATION
Cité administrative Boumerdes (NIF : 099035019273121)
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES N° 05/DE/2020
Décision de programme : MF/2020/DP/69 du 02/01/2020

La Direction de l'Education de la wilaya de Boumerdes lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour le renouvellement des équipements scolaires au profit du cycle moyen à travers la wilaya, par nature d'équipements répartis en lots.

- Lot n° 01 : Mobilier scolaire.
- Lot n° 02 : Mobilier administratif et climatiseur.
- Lot n° 03 : Matériel de labo informatique et de reprographie.
- Lot n° 04 : Matériel de cuisine.
- Lot n° 05 : Equipement sportif.

Les grossistes, fabricants (détaillants non concernés) les opérateurs exerçant l'activité d'importateur, qui sont inscrits au registre de commerce en relation avec l'objet du cahier des charges. Les soumissionnaires ayant réalisés durant l'exercice 2019 :

- Chiffre d'affaires supérieur ou égal à six millions de dinars (CA ≥ 6 000 000.00 DA)
- Exécuteurs un (01) projet similaire avec de maîtres d'ouvrages publics (Attestation de bonne exécution).

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots d'équipement

Les candidats intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Education de la Wilaya de Boumerdes, service de la Programmation et du Suivi (SPS) au 1^{er} étage bureau des équipements n° 48.

Les dossiers de soumission doivent comporter les pièces réglementaires suivantes :

Le dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature.
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires, ou le cas échéant :
- Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification, agrément et certificat de qualité, le cas échéant.
- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.
- Bilans financiers des trois (03) exercices 2016, 2017, 2018 dûment certifiés par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes et visé par l'administration fiscale.
- Les références bancaires (RIB).

Offre technique :

- La déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le cahier des charges paraphé sur toutes les pages dûment renseigné, daté, signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le mémoire technique et justificatif.
- L'Extrait de Registre de commerce authentifié par le CNRC.
- Statut pour les sociétés et personne morale.
- Le numéro d'identification fiscale NIF.
- Pièces fiscales et parafiscales en cours de validité : extrait de rôle apuré ou avec échéancier, mise à jour CNAS et CASNOS).
- L'extrait du casier judiciaire, en cours de validité, du gérant.
- Le Numéro d'Immatriculation Statistique NIS.
- Moyens Matériels
- Délais de garantie (selon modèle ci-joint).
- Délais de livraison (selon modèle ci-joint).
- Planning de livraison.
- Prospectus et fiche Technique descriptive du produit.
- Amortisation de dépôt légale des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit Algérien de l'exercice 2018.

Offre financière

- La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et cachetée.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné, daté, signé et cacheté.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) de l'offre dûment renseigné, daté, signé et cacheté.
- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours. Les offres doivent parvenir le 15^{ème} jour à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux, heure limite à 10:00 h, sous deux enveloppes distinctes fermées et cachetées, l'une contenant l'offre technique et l'autre l'offre financière. L'ensemble doit être présenté dans une enveloppe principale fermée et anonyme portant uniquement la mention :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

**AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/DE/2020
RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES AU PROFIT DU CYCLE MOYEN A TRAVERS LA WILAYA**

Les offres doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'Education de la Wilaya de Boumerdes.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le Jour de dépôt des offres à 10:30 au siège de la direction de l'éducation de Boumerdes, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la durée de préparation des offres et prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont invités à y assister. Ils resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois augmentée de la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

Midi Libre n° 4028 - Mercredi 24 juin 2020 - Anep 2016 010 314

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
DIRECTION DE L'EDUCATION
DE LA WILAYA DE BEJAIA

Adresse : Rue de la liberté , Bejaia

Numéro d'identification fiscale : 099006019001144

**PROJET D'AVIS D' APPEL D' OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES
N° 01 / 2020**

Opération : « **Notification du programme neuf 2020 N° : 72/WB/CAB/2020** »

La Direction de l'Education de la Wilaya de Bejaia lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

« **Renouvellement des équipements scolaires au profit
des établissements du Moyen »**

1. Lot n°01 : Mobilier scolaire, d'administration et de réfectoire.
2. Lot n°02 : Matériel de reprographie et informatique.
3. Lot n°03 : Equipement de cuisine et de réfrigération

Ne peuvent participer à l'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges que les entreprises, privées ou publiques (personne morale ou physique) ayant qualité de professionnelle (fabricant, importateur, grossiste) justifiant son activité dans la fabrication et / ou la vente des articles du lot pour lequel il compte participer et concourir. Pour le lot n°03 (Equipement de cuisine et de réfrigération), le soumissionnaire doit justifier sa soumission d'une qualification d'installation de chambre froide, de plus le candidat doit :

- Etre en situation régulière vis à vis des organismes fiscaux.
- Etre non exclus de la participation aux marchés publics en vertu des dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, notamment son article 75.

Les entreprises intéressées remplissant les conditions d'éligibilités citées ci-dessus peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'éducation de la wilaya de Bejaia, service « programmation et suivi » Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous enveloppe cachetée anonyme portant la mention.

« **NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 01/2020** »

« **Renouvellement des équipements scolaires au profit des établissements
Du Moyen** »

Les plis doivent être présentés selon les prescriptions contenues dans le cahier des charges sous peine d'irrecevabilité. La date- limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, dans les quotidiens nationaux et le BOMOP, avant 12h 00. Les offres devront être déposées auprès de la Direction de l'Education de la wilaya de Bejaia - service de la programmation et du suivi. L'ouverture des plis sera effectuée en présence des soumissionnaires si confinement est levé, à l'adresse sus-indiquée, le jour correspondant à la date-limite de dépôt des offres, à 14 heures. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date-limite de dépôt des offres. Ce délai sera systématiquement prorogé d'un mois supplémentaire, pour l'attributaire provisoire du marché.

Midi Libre n° 4028 - Mercredi 24 juin 2020 - Anep 2016 010 315

MIDI
Commission nationale de l'information



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

SALON VIRTUEL DE L'ÉTUDIANT AFRICAIN

Opportunité pour rencontrer des conseillers représentant des écoles et universités

Ce genre de visioconférence et salon virtuel vise, notamment, à permettre les échanges d'expériences et de savoir-faire entre les étudiants maghrébins et africains dans un monde où les technologies de l'information et de la communication sont en constante évolution.

PAR AMAR AOUIMER

L'agence de communication événementielle The Graduate organise le salon virtuel de l'étudiant africain du 22 au 30 juin prochains et qui se déroulera en trois étapes.

La première (22-23 juin) concernera les étudiants tunisiens, algériens et marocains, la seconde (25-26 juin) sera réservée aux jeunes sénégalais, ivoiriens et camerounais et, enfin, la dernière étape (les 29 et 30 juin) sera



celle de l'Afrique anglophone et concernera l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria et le Kenya.

L'objectif, selon les organisateurs de cet événement, consiste à « donner l'opportunité aux étudiants africains de rencontrer des conseillers représentant des écoles et universités de renom leur permettant de trouver la meilleure voie dans leur parcours étudiant ». Les visiteurs auront également la possibilité de suivre en direct des conférences et interagir avec leurs anima-

teurs. Dans ce contexte particulier de crise sanitaire, les jeunes africains pourront, donc, s'informer sur les différents programmes des écoles et universités internationales exposant au salon The Graduate Fair Online, tout en restant chez eux, ajoute cette même source. The Graduate fair Online est un événement en ligne qui vous permet de discuter en direct avec les responsables et les directeurs d'admissions des universités internationales.

Avant l'événement, les étudiants recevront un lien pour accéder à la plateforme virtuelle afin d'y rencontrer les grandes écoles et universités exposantes. Les étudiants ne doivent pas manquer de suivre sur la page Facebook afin de découvrir le profil des exposants ainsi que le planning des conférences pour bien préparer les questions et, donc, la visite. Depuis la tablette, l'ordinateur ou le smartphone, les étudiants peuvent accéder gratuitement et très simplement à la plateforme virtuelle pour participer au salon depuis le confort de leur maison, soulignent les promoteurs de cette visioconférence très utile pour les étudiants maghrébins et africains désireux se former et augmenter leur capital connaissances et intellectuel. Simple, efficace et parfaitement adaptée au digital natif, The Graduate Fair Online offre un accès gratuit à des informations utiles et de qualité pour aider à discerner les innombrables opportunités qui s'offrent aux étudiants.

A. A.

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2017

La Commission des finances insiste sur le respect des recommandations de la Cour des comptes

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a mis l'accent sur l'impératif pour le gouvernement de respecter les recommandations de la Cour des comptes émises annuellement dans le cadre de sa mission de contrôle a posteriori de l'exécution du budget annuel de l'Etat.

Il serait judicieux "d'œuvrer rigoureusement à pallier les insuffisances relevées par la Cour des comptes en matière de gestion du budget de l'Etat, et de veiller à répondre à ses recommandations et celles de la commission des finances lors des années précédentes en termes d'utilisation des ressources budgétaires, l'évaluation des programmes et le suivi de leur exécution", a préconisé la Commission dans son rapport sur le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2017, présenté lors d'une plénière présidée par Slimane Chenine.

Compte tenu des "observations répétitives" figurant sur les rapports précédents de la Cour des comptes, la Commission des finances insiste sur la stricte application des recommandations à même de remédier aux lacunes liées, notamment, à la gestion et l'exécution du budget.

La Commission appelle également au respect du principe d'annualité budgétaire qui consiste à l'adoption du budget public pour une durée d'un an. Ce qui permet de limiter la prise en

charge des dettes antérieures par un compromis au motif de l'insuffisance des recettes de l'exercice annuel concerné. La commission juge nécessaire de respecter le principe de non-affectation et de limiter le recours aux ajustements de crédits et aux déductions récurrentes pour éviter les lacunes relevées dans les prévisions budgétaires.

Le rapport met également l'accent sur l'importance de veiller, lors de l'élaboration du budget et de la répartition des crédits, à tenir compte des besoins réels des secteurs et de l'indice des consommations de l'année N-1.

La commission a appelé, dans ce cadre, la Direction générale de la prévision et des politiques (DGPP) au ministère des Finances à élaborer un modèle spécial de prévision des recettes budgétaires qui permette de mettre en place une politique prévisionnelle efficace sur la base d'une vision prospective visant à établir les prévisions budgétaires selon les besoins réels, de telle sorte que les recettes prévisionnelles de l'exercice financier soient plus précises.

Concernant l'équipement, la commission insiste sur l'impératif de respecter les principes budgétaires par la bonne affectation des ressources à court et moyen termes aux programmes et opérations d'investissement, d'organiser les prévisions des dépenses d'équipement

selon une vision fiable et d'éviter les lacunes en matière d'évaluation des opérations à travers le plafonnement des dépenses et la poursuite de l'assainissement des programmes d'investissement public.

Qui plus est, le rapport préconise de limiter le recours à la réévaluation des programmes d'investissement pour réduire les dépenses supplémentaires supportées par le Trésor et de s'assurer de la maturité des projets d'équipement avant de lancer la réalisation, notamment en termes de faisabilité, d'exploitation et d'impacts socio-économiques, tout en veillant au respect des délais de réalisation. La commission a, à ce propos, mis en avant l'importance de procéder à l'assainissement et à la révision annuelle de la nomenclature des projets et d'évaluer leur impact.

L'accent a été également mis sur l'efficacité des Plans communaux de développement (PCD), en vue de concrétiser un développement durable au niveau local et de mettre en place un régime à même de permettre la répartition des dotations et aides entre les communes, tout en prenant en considération la spécificité et la situation financière de chaque commune. Au volet fiscalité, la Commission a relevé l'importance de recenser les contribuables et leurs activités et de réactiver les mécanismes de contrôle au niveau des administrations fiscale et des douanes, à travers une cartogra-

phie de gestion des risques liés à l'évasion fiscale et à l'activité parallèle.

La Commission a exhorté l'administration fiscale et des douanes à prendre des mesures strictes, en vue d'évaluer les avantages fiscaux, à mettre en place des mécanismes de leur évaluation et à mesurer leur impact et les risques qui pourraient en découler au plan socio-économique. La Commission préconise, par ailleurs, l'adoption d'une gestion basée sur l'efficacité de performance par secteur, à travers l'institution d'un système informatique plus crédible au niveau des services publics, dans l'objectif de remédier aux insuffisances dans la gestion des finances publiques et de renforcer le contrôle interne au niveau de l'ensemble des services et administrations publiques, à même de permettre le suivi de la gestion et de l'exécution des dépenses publiques.

Le rapport appelle également à éviter le financement des budgets des entreprises publiques depuis le budget de l'Etat, notamment dans le contexte de la crise financière que traverse l'Etat. Le Projet de loi de règlement budgétaire est l'un des outils de contrôle parlementaire consacrés constitutionnellement, qui permet de connaître les conditions de l'exécution du budget d'Etat de l'exercice considéré (N-3).

R. E.

Enfant (trop) stressé : les signes à repérer...

Le stress a envahi nos vies, c'est un fait, et c'est valable autant pour les adultes que malheureusement pour les enfants. Comment savoir s'ils sont confrontés à un trop-plein de stress ?

Véronique Lemoine Cordier et Céline Durand, toutes deux psychologues spécialisées dans l'enfance et les relations familiales, répondent à ces interrogations.

Qu'appelle-t-on le stress ?

-Le stress n'est pas l'apanage des adultes, et les enfants peuvent être touchés.

Quels signes doivent alerter ?

-Les troubles du sommeil ou de l'appétit sont souvent un indice. *"Le stress est une réponse physiologique du corps face à un événement extérieur perturbant et inhabituel"*, explique Céline Durand. Ce phénomène physiologique se manifeste par la surproduction de deux hormones, l'adrénaline et le cortisol. A petites doses, cela peut être source d'énergie. Mais l'adrénaline sécrétée en trop grande quantité peut provoquer des comportements inhabituels : hypervigilance, peur, fuite ou attaque. Quant à l'augmentation anormale de cortisol, elle peut engendrer un sentiment de découragement, de tristesse ou d'insécurité. Contrairement aux



adultes qui peuvent identifier ces situations, l'enfant est démuní et il ne peut pas verbaliser son anxiété.

Des enfants stressés dès l'âge de 2 ans

Les faits sont là et – sans forcément dramatiser – il est important de poser le constat, comme le fait Véronique Lemoine Cordier, psychologue : *"Dans ma pratique, avant, je voyais des enfants de 7 ou 8 ans consulter car trop stressés. Aujourd'hui, je vois des petits de 18 mois ou 2 ans venir avec, déjà, des signes de stress évidents."*

Quels sont ces signes pour un enfant en bas-âge ?

-Le sommeil est souvent altéré en premier. *"Pour un petit enfant, le sommeil perturbé, c'est*

le trouble par excellence", confirme Véronique Lemoine Cordier. Mais ce n'est pas le seul.

Certains enfants peuvent se ronger les ongles dès l'âge de 18 mois ;
-Présenter des troubles de l'appétit ;
-Ceux qui bougent absolument tout le temps, qui font du bruit de façon incessante peuvent être stressés et angoissés ;
-Certains maux de ventre ou de tête peuvent être causés par le stress ;
-A repérer : l'apparition de tics nerveux comme le clignement des yeux ou un balancement inhabituel. *"L'enfant peut tortiller ses cheveux, et faire des boucles au point parfois d'arracher une mèche"*, constate Céline Durand.

De manière plus générale : tout ce qui présente une rupture dans le comportement doit retenir l'attention des parents. *"Tout symptôme devient alarmant quand il dure dans le temps"*, résume Céline Durand.

Au primaire : quels signes repérer

-Tous les signes décrits ci-dessus pour l'enfant en bas-âge – et principalement les troubles du sommeil et de l'appétit – peuvent encore se constater chez l'enfant plus âgé. A l'âge du primaire, il convient d'être attentif aux signes suivants :
-Un enfant qui pleure pour un oui ou pour un non s'il ne réussit pas à faire quelque chose, qui se décourage d'emblée, qui porte des jugements négatifs sur lui-même : *"Je suis vraiment nul, je*

ne vais pas y arriver, ce n'est pas pour moi..."

-Celui qui développe une angoisse de performance. *"C'est est un comportement que l'on voit de plus en plus chez les enfants du primaire et début du collège"*, constate encore Véronique Lemoine Cordier.
-Un comportement régressif comme une énurésie (pipi au lit) qui n'existait pas avant, ou recommencer à sucer son pouce alors que l'enfant avait arrêté...
-L'enfant qui présenterait des signes d'irritabilité, de colère, d'agressivité, de repli sur soi...
-Autre signe à repérer : des difficultés de concentration. Dans ce cas, c'est souvent la maîtresse qui alerte les parents et signale que l'enfant est souvent dans la lune, qu'il n'arrive pas à faire son exercice jusqu'au bout. En effet, *"l'enfant est tellement mobilisé par son stress qu'il n'arrive pas à trouver l'énergie suffisante pour accomplir correctement une autre tâche"*, explique Céline Durand.

A l'adolescence : rester à l'écoute

A l'adolescence, il est plus délicat de noter des changements de comportements car, pour reprendre l'expression de Céline Durand, *"l'adolescence est la période de l'extrême. Et il faut être à l'écoute car l'adolescent est souvent secret."* Mais là encore, un changement de comportement, d'une façon ou d'une autre, alerte les parents. *"A moins d'avoir un adolescent hyperintroversi, certains signes ne pas-*



sent pas inaperçus", rassure Véronique Lemoine Cordier. Certains traits de caractère sont exacerbés, il peut y avoir des troubles de l'humeur, qui peuvent dans certains cas engendrer des troubles de la personnalité. Chez certains adolescents, un médecin peut poser le diagnostic d'une dépression, manifestée parfois par le refus d'aller à l'école. L'école devient un lieu de performance, et quand cette performance n'est pas au rendez-vous, l'ado peut être en grande détresse et perdre l'estime de soi. Des cas de burn-out peuvent exister : tout d'un coup, l'adolescent arrête tout, décide de ne plus sortir de sa chambre, de ne plus aller au lycée, de se couper de la vie sociale. *"Un patient travail d'accompagnement doit être mis*

en place pour réussir à verbaliser l'anxiété, la peur et le stress, pour se l'approprier. Ensuite, il faut aussi retrouver un apaisement au niveau du corps, afin de rééquilibrer ses mécanismes physiologiques, prendre soin de soi, retrouver confiance en soi. Cela demande un accompagnement continu. Ces années peuvent être difficiles", explique Céline Durand.

Les principales sources de stress chez l'enfant

Les causes principales : la plus importante source de stress est la séparation d'avec les parents. *"Même une semaine de séparation, le temps de vacances chez les grands-parents peut être source d'angoisse pour l'enfant"*, explique Véronique Lemoine Cordier. Et aussi : une

hospitalisation, des déménagements à répétition, la séparation d'avec une nounou très attachée. Les autres raisons de stress pour un enfant peuvent être aussi une situation familiale perturbée – que ce soit par la séparation des parents ou l'arrivée d'un petit frère ou d'une petite sœur –, ou une situation sociale, type entrée à l'école, ou harcèlement à l'école... A cela s'ajoute un rythme de vie très stressant : *"Aujourd'hui, le rythme d'une famille est hallucinant et en soi hyperstressant, constate Véronique Lemoine Cordier. Les enfants récupèrent ce qu'ils sentent chez les parents. Et l'on oublie de leur dire que ce stress n'est pas le leur."*

Quelle attitude adopter ?

Les parents en parlent souvent au

pédiatre en premier, et ils ont bien raison car le simple fait de prendre conscience du stress de son enfant est déjà une étape décisive dans le traitement. Véronique Lemoine Cordier est très rassurante sur les bienfaits de la parole : *"Il faut aussi bien dire aux parents qu'un rien déstabilise un enfant... mais qu'un rien le restaure. Ça va très vite dans un sens comme dans un autre heureusement aussi."* Quand cela est nécessaire, notre psychologue peut conseiller une aide extérieure : *"Il peut être utile de s'en remettre à des professionnels... non pas parce qu'ils sont plus intelligents mais parce qu'ils sont extérieurs. Combien de fois ai-je l'impression de dire la même chose que les parents, mais comme c'est dit par une personne tierce, cela a tout le poids de ce qui a été déposé avant par les parents."*

Conseils

Et voici quelques conseils que Céline Durand peut souvent proposer dans ses consultations :
-Valoriser l'enfant en lui donnant 20 ou 30 minutes d'attention par jour, rien que pour lui ;
-Créer un environnement propice à l'équilibre ;
-Favoriser le contact avec la nature ; le contact avec la Nature est très important : cela régénère, donne un sentiment de liberté, même 15 minutes par jour ;
-Organiser la vie de l'enfant de manière à ce qu'il ait des moments d'apaisement.



Comment aider votre enfant à surmonter ses peurs ?

Nous avons vu les étapes à suivre pour accompagner avec bienveillance et respect les peurs de nos enfants.

Vous trouverez ici quelques pistes supplémentaires pour aider votre enfant à surmonter ses peurs.

Les peurs les plus fréquentes

-La peur du bruit

Un bruit sourd, soudain, inhabituel peut terroriser les tous petits. C'est la peur de l'inconnu.

Lui expliquer d'où vient ce bruit, lui montrer l'objet de sa peur... à son rythme. S'il ne veut pas s'approcher du chien qui aboie, ne pas le brusquer, au risque de créer un réel blocage.

-Évoquer le souvenir du bruit, en reparler en autant qu'il le souhaite, cela lui permet de se rassurer et de prendre conscience de son environnement.

-Imiter ce bruit avec lui. N'hésitez pas à accompagner les "ouaf-ouaf" de grimaces ou mimiques comiques : le rire permet de relâcher les tensions, de créer de la proximité, une sensation de bien-être et de la confiance.

L'angoisse du coucher

Le coucher peut être un moment complexe pour l'enfant et ses craintes évolueront avec l'âge : peur de vous quitter, peur du noir, des ombres... Il faut chercher avec lui la meilleure solution qui l'aidera à mieux contrôler la situation :

-Mettre en place un rituel du coucher adapté aux besoins de votre enfant : bain, histoires, chansons, massage, échanges sur les moments passés dans la journée, accompagnement au sommeil. Cela lui donne un sentiment de sécurité et renforce votre relation. Si votre enfant a peur de s'endormir, de lâcher prise, soyez attentif, disponible et affectueux, il a besoin d'être rassuré.

-Organiser sa chambre afin qu'il s'y sente en sécurité : changer le lit de place afin qu'il puisse voir qui entre par la porte, lui installer une veilleuse, enlever les jouets qui pourraient lui faire peur dans la pénombre, lui mettre une musique douce, un verre d'eau à disposition... l'important est d'identifier, avec votre enfant, ce qui le rassure.

-Éviter les écrans, jeux et activités qui risquent de trop le stimuler avant le coucher.

Ces angoisses liées au monde imaginaire touchent quasiment tous les enfants. Ne pas chercher à leur faire croire que vous avez une "poudre



anti-monstre", cela ne ferait qu'accentuer le bien-fondé de leur peur et diminuer la confiance qu'ils ont en vous. Au contraire, les aider plutôt à faire la différence entre le réel et l'imaginaire.

-Limiter tous les écrans et s'assurer que votre enfant ne soit pas confronté à des messages, des images trop violentes pour lui. Les monstres qui le terrifient proviennent très souvent d'images choquantes ou mal interprétées captées à la télévision. Certains dessins animés peuvent être d'une grande violence émotionnelle. Alors selon les doutes et peurs de vos enfants, éviter les dessins animés comme Bambi, Blanche-Neige, La belle et la bête... Ils peuvent renforcer leurs craintes ou leur créer de nouvelle peur traumatisante.

-De même, attention aux histoires que vous lui racontez. Mettre de côté le livre des vilains monstres, du dragon géant qui brûle la ville, de la méchante maîtresse qui crie sur les enfants... sélectionner plutôt de belles histoires, douces et rassurantes.

La peur de l'école

Il est indispensable d'identifier l'objet exact de sa peur : angoisse de séparation, un professeur, un camarade qui le tape, peur des mauvaises notes...

- Pour gérer plus facilement la séparation, vous pouvez l'aider à visualiser la journée avec des repères temporels "Après le déjeuner, tu feras une petite sieste, tu prendras ton goûter et ce sera l'heure des mamans, et nous nous retrouverons".

N'oubliez pas le doudou, ou autre objet transitionnel.

- **La peur de l'échec** : Les notes, évaluations, contrôles... impliquent une compétition entre les élèves qui peuvent être une vraie difficulté pour l'enfant. Le rassurer sur ces compétences, relâcher la pression pour que vos attentes ne lui pèsent pas trop, ne pas prêter attention à ses résultats, mais à ses progrès et à sa volonté d'apprendre.

- Si vous n'êtes pas d'accord avec les méthodes pédagogiques de l'enseignant, n'hésitez pas à exprimer clairement votre désaccord devant votre enfant.

Activités pour aider votre enfant à surmonter ses peurs

Pour aider votre enfant à comprendre, à décrypter et explorer graduellement l'objet de sa peur, vous pouvez lui donner les moyens de l'exprimer sous toutes ses formes : par le jeu, le dessin, des marionnettes, etc.

Il a besoin d'appropriation sa peur, et le jeu, partie intégrante de sa vie, va lui permettre de la nommer précisément, de l'exprimer, de l'extérioriser, d'apprendre à la maîtriser... lui laisser la liberté du support, il saura de lui-même vous solliciter en cas de besoin.

1- Les jeux d'imitation

En cherchant à se confronter ou à reproduire des scénarios effrayants ou angoissants, il cherche à les revivre de façon contrôlée, explore et exprime ses sentiments, découvre qu'il peut faire face à ses peurs, les

maîtriser, bref qu'il n'est pas du tout dépassé par les événements... Il s'affirme et construit son identité.

Le jeu de cache-cache

Ce jeu lui permet d'appropriation l'angoisse de la séparation. Il tente ainsi de maîtriser la peur de se retrouver seul.

Les déguisements

Revêtir un costume de monstre, de chevalier, de princesse, de superhéros... Autant d'identité que votre enfant pourra s'approprier pour s'inventer des histoires, dont il est le héros tout puissant, et exorciser sa peur.

Les activités artistiques

Le dessin, la peinture, la danse... les activités créatrices et artistiques peuvent aider l'enfant à revenir sur ses peurs, ses problématiques inconscientes et le conduire à une transformation positive de lui-même. N'hésitez pas à lui laisser à disposition papiers et crayons, il pourra alors dessiner librement l'objet de sa peur. Analyser ses productions avec lui, le pousser avec prudence vers plus de profondeur.

Les livres

On peut aider son enfant à comprendre et explorer sa peur à travers des livres traitant de sa crainte : passage de la couche au pot, tremblement de terre, pompiers, rentrée à l'école... Cela lui permet de prendre conscience qu'il n'est pas seul à vivre cette peur et qu'il existe des façons de la surmonter. Il apprend à la comprendre, à la dédramatiser, à l'exprimer et cela va l'aider à la dépasser. Les livres font grandir, marquent une vie... et peuvent lui donner des ailes pour dépasser ses peurs.

Quand consulter un spécialiste ?

Une peur devient pathologique si elle provoque une altération de la qualité de la vie ou une souffrance. Si votre enfant change son fonctionnement quotidien, que l'anxiété devient trop intense et qu'elle dure dans le temps malgré votre accompagnement, n'hésitez pas à consulter un spécialiste !

À propos des médecines alternatives

Si vous êtes ouverts aux médecines alternatives, n'hésitez pas à consulter un professionnel. Homéopathes, ostéopathes, réflexologues, etc., peuvent aider votre enfant à lever certains blocages émotionnels !

OUARGLA, DÉVELOPPEMENT DE L'AGROALIMENTAIRE

Des perspectives prometteuses

Des perspectives prometteuses s'ouvrent à la filière agroalimentaire dans la wilaya d'Ouargla, confortées par différentes expériences réussies dans ce segment stratégique à forte rentabilité économique.

De nombreuses opportunités sont offertes à l'investissement agricole au niveau de cette wilaya dans le sud-est du pays qui recèle d'importantes ressources hydriques et d'immenses étendues de terres susceptibles de donner un nouvel essor à l'activité agricole en général et à la transformation agroalimentaire en particulier, tout en permettant d'obtenir un produit de bonne qualité pouvant répondre aux besoins du marché national, indiquent à l'APS les spécialistes du secteur.

Le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Salim Benzaoui, a évoqué les résultats "encourageants" parmi lesquels une expérience pilote réussie de production de betterave sucrière, de tournesol et de maïs à Hassi-Messaoud. Société d'investissement dans le bâtiment et l'agriculture Atlas est le fruit d'un partenariat privé algéro-turc, au niveau de la zone agricole de Gassi-Touil. Cette "expérience, qui a donné un bon rendement, vise à produire la matière première destinée à l'industrie agroalimentaire stratégique, notamment en ce qui concerne le raffinage de sucre et d'huile végétale", précise à l'APS M. Benzaoui.

Cet investisseur est en train également d'effectuer d'autres expériences portant sur la production de coton et de canne à sucre notamment, signalant que les travaux de réalisation de ce projet, occupant une



superficie totale de 11.000 hectares dont 600 hectares réservés à la production de blé tendre, ont été entamés en 2018. S'agissant des céréales, la DSA prévoit, au terme de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole 2019/2020, une production avoisinant les 100.000 quintaux, constituée de céréales de consommation, ainsi qu'une quantité importante destinée aux semences. Une extension de la superficie consacrée à cette culture stratégique a été observée ces dernières années, grâce aux mesures prises par l'État concernant notamment l'accompagnement technique assuré aux agriculteurs et la facilitation des procédures de financement dans le but de booster l'activité agricole dans cette wilaya saharienne aux importantes ressources hydriques et étendues de terres aptes à la mise en valeur. L'activité agricole à Ouargla a enregistré l'an dernier de "bons résultats", avec des indices de production "tangibles" dans les filières stratégiques, selon les données de la DSA. La phénici-culture figure en tête de liste des filières les plus prospères du secteur, avec un patrimoine de plus de 2,6 millions de palmiers-dattiers, éparpillés sur plus de 22.512 hectares.

La saison dernière a été marquée par la production de 1.650.000 quintaux de différentes variétés de dattes, notamment les trois principales, à savoir Deglet-Nour,

Ghers et Degla Beïda.

La DSA souligne aussi l'importance de "développer cette richesse à travers l'encouragement de l'industrie de conditionnement de dattes et la production des dérivés de dattes (miel/et ou rob, sucre de table, confiture, vinaigre, alcool, aliments de bétail et autres)".

Concernant la céréaliculture, la production réalisée au terme de la précédente campagne moissons-battage sur 2.883 hectares irrigués sous-pivots, a dépassé les 96.900 quintaux. La production maraîchère a atteint, pour sa part, 1,9 million qx de différents produits agricoles, dont la pomme de terre qui se fraye un chemin parmi les principales filières agricoles pratiquées dans la wilaya, en plus de la sericulture maraîchère avec plus de 2.300 ha qui lui ont été consacrés. D'autres filières agricoles ont réalisé de bons indices en 2019, à l'image de la production fourragère qui a atteint 1.066.796 quintaux, la production de viandes rouges qui s'est établie à 82.169 qx et celle de la viande blanche ayant atteint 10.000 qx.

Le secteur agricole dans la wilaya fait état d'une évolution, en termes d'extension de la surface agricole utile, passant de 54.238 ha en 2018 à 58.000 ha en 2019.

BOUIRA, LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Campagne nationale de prévention

Une campagne nationale de prévention et de lutte contre les incendies de forêt a été lancée par le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlef, à Bouira.

Dans un point de presse tenu en marge du coup d'envoi de cette campagne, le colonel Boughlef a expliqué qu'il "s'agit d'une opération qui s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'action en matière de prévention et de sensibilisation sur les risques des incendies de forêts notamment dans les wilayas à vocation forestière".

"Nous avons choisi Bouira pour lancer cette campagne ainsi qu'une manœuvre de simulation d'un incendie en raison de l'importance du couvert végétal dont jouit cette wilaya du centre. C'est une occasion pour donner aussi des conseils et sensibiliser les habitants des régions forestières ainsi que les agriculteurs pour qu'ils soient vigilants notamment en cette période estivale", a déclaré le DGPC à la presse.

Plusieurs exercices virtuels et de simulation d'incendies sont au programme de cette campagne nationale, deuxième du genre après celle lancée la semaine dernière à Tiaret, dont l'objectif était de

sensibiliser sur les dangers des incendies de récoltes céréalières. Selon les détails fournis sur place par les responsables de la protection civile, ces exercices ont un aspect pratique et ils sont axés sur les techniques et méthodes opérationnelles de lutte contre les incendies de forêts avec la participation des équipes spécialisées au sol (colonnes mobiles), et les moyens de lutte aériens.

"Nous avons également une troisième campagne pour la prévention et la protection des palmeraies. Elle sera lancée au courant de la semaine prochaine", a indiqué le colonel Boughlef.

Le même responsable, qui supervisait les équipes participantes à la manœuvre de simulation lancée dans la forêt de Tikboucht, a tenu à assurer que "tous les moyens humains et matériels sont disponibles pour toutes les wilayas afin de lutter contre les incendies".

Les colonnes mobiles de quatre wilayas, à savoir Bouira, Médéa, Alger et Boumerdès, ont été déployées pour participer à la manœuvre de Tikboucht.

"L'unité d'intervention de la Protection civile de Haïzer, ainsi que l'unité centrale de Bouira et l'unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar el-

Beïda sont en action sur le terrain aussi", a expliqué le colonel Achour Farouk, directeur de la communication et des statistiques à la DGPC.

Deux hélicoptères ont aussi été mobilisés dans cet exercice pour soutenir les colonnes dans l'extinction des feux dans la forêt inaccessible de Tikboucht, dont toute la population du village limitrophe est menacée par les flammes.

Cette année 2020, un dispositif opérationnel de la lutte contre les incendies de forêts, composée de 65 colonnes mobiles, dont 28 nouvelles, et 505 unités d'intervention appuyées par des moyens de lutte aérienne en cas de nécessité, a été mis en place par la DGPC pour faire face à ce fléau.

"L'objectif de cette campagne nationale de sensibilisation est de mettre à la disposition de nos concitoyens les conseils nécessaires à suivre pour faire face aux risques d'incendies de forêts et de végétations", a expliqué de son côté le colonel Achour.

En 2019, 21.048 hectares de végétation ont été décimés par les flammes, dont 6.045 hectares de forêts, 4.428 ha de maquis et 10.575 ha de broussailles.

APS

ORAN

Plan d'urgence pour la sauvegarde des palmiers

La direction de l'environnement se prépare à lancer un plan d'urgence pour la protection et la préservation des palmiers de la ville d'Oran menacés par un insecte ravageur.

Le laboratoire, relevant de l'Institut régional pour la protection des végétations, a signalé l'existence des larves de la cétoïne ayant affecté un nombre de palmiers au niveau de l'avenue Soummam, selon Mme Dahou.

La "présence de l'insecte représente une menace pour les palmiers de la ville d'Oran ce qui motive la mise en place d'un plan d'urgence pour leur préservation. Ce plan consiste à dresser un diagnostic en inspectant tous les palmiers de la ville, à traiter ceux dont l'atteinte n'est pas profonde et à abattre les plus touchés pour éviter la propagation de l'insecte".

Les sorties ont déjà commencé au niveau du boulevard de l'ALN qui compte 88 palmiers phénix et 31 palmiers washingtoniens. D'autres sorties sont prévues dans d'autres zones.

Le travail est encadré par la commission de wilaya pour la préservation des espaces verts et alignements boisés, dont les prérogatives ont été récemment élargies de la simple protection des arbres de l'abatage à la préservation des espèces de végétation contre les différents risques.

OUARGLA

1.506 transporteurs ont bénéficié de l'allocation de solidarité

1.506 opérateurs dans le secteur des transports dans la wilaya d'Ouargla ont bénéficié de l'allocation de solidarité de 10.000 DA dans le cadre du soutien aux transporteurs soumis au confinement instauré au titre des mesures préventives contre la pandémie de la Covid-19. Faisant partie d'un effectif global de plus de 1.800 opérateurs, entre chauffeurs de taxis individuels, collectifs et de transport en commun et propriétaires d'auto-écoles, éligibles à l'aide financière à travers la wilaya d'Ouargla, les bénéficiaires, ayant suspendu leurs activités depuis l'instauration du confinement, avaient procédé depuis le mois de mai dernier au dépôt des formulaires d'indemnisation.

La seconde phase de l'opération d'octroi de l'allocation a débuté et concerne actuellement quelque 300 autres opérateurs ayant accusé un retard dans le dépôt de leurs dossiers dans les délais impartis.

Outre les multiples procédures de prévention prises actuellement pour ce qui concerne les transports en commun, les bus notamment, en vue de la reprise imminente de leurs activités, il est fait état de la mise en œuvre de mesures préventives au niveau du tramway d'Ouargla en prévision de sa remise en service également.

La distanciation sociale, le port de bavettes de protection, l'aération des rames et le marquage des sièges et des lieux pour éviter le contact physique, font partie des mesures prises par l'entreprise du tramway.

APS

CÔTE D'IVOIRE

Henri Konan Bédié candidat à l'investiture du PDCI

L'ex-Président ivoirien Henri Konan Bédié, 86 ans, a annoncé samedi 20 juin qu'il serait candidat à l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle du 31 octobre.

Henri Konan Bédié est donc officiellement candidat à l'élection présidentielle. L'ex-chef d'État ivoirien, 86 ans, l'a annoncé à Abidjan lors d'une cérémonie du PDCI l'exhortant officiellement à se présenter lors de la convention d'investiture du candidat pour le parti en fin juillet. Une convention pour laquelle aucune autre candidature n'a été déposée pour l'instant. *"Je ferai don de ma personne"*, a déclaré l'ancien chef d'Etat,



demandant aux responsables du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) réunis chez lui à Abidjan de mobiliser les militants pour lui *"assurer une victoire éclatante"* lors de la convention d'investiture le 26 juillet. Leader incontesté du PDCI, Henri Konan Bédié, met ainsi fin à un faux suspense en répondant à un appel des

responsables du parti, lui demandant *"avec insistance, de faire acte de candidature à la convention de désignation du candidat"*.

L'un des principaux responsables du parti, Jean-Louis Billon, qui était présenté comme un candidat possible, a annoncé son retrait en faveur de Henri Konan Bédié. Le PDCI désignera son

candidat à la présidentielle prévue le 31 octobre lors d'une « convention éclatée », pour cause de coronavirus, les 25 et 26 juillet. La date limite pour le dépôt des candidatures est le 31 juillet. Avec Henri Konan Bédié dans la course, les chances que les challengers se multiplient sont minces.

Cette annonce n'est pas une grande surprise, certains signes précurseurs laissaient envisager une candidature d'Henri Konan Bédié à l'investiture du PDCI. Pour sa part, le Front populaire ivoirien n'a pas encore fait connaître sa position pour la présidentielle. Mais le FPI pro-Gbagbo a créé avec le PDCI une plateforme de collaboration en vue de l'élection d'octobre. Et selon Sylvan N'Guessan, cette candidature pourrait s'avérer être un atout pour le FPI.

SERBIE

Le parti au pouvoir remporte largement les législatives

Le parti du Président serbe Aleksandar Vucic a étendu ce dimanche 22 juin son emprise sur le pouvoir par un raz de marée électoral au Parlement où l'opposition est réduite à peau de chagrin et dénonce une dérive autoritaire. *"Je suis reconnaissant au peuple pour ce soutien historique"*, a lancé le Président en annonçant que le Parti serbe du progrès, au pouvoir depuis huit ans, a recueilli plus de 63 % des voix. Selon les estimations de l'institut Ipsos, son partenaire au sein de la coalition sortante, le Parti socialiste

de Serbie a obtenu 10 % des suffrages. Ces premières élections nationales en Europe depuis le confinement imposé par la pandémie du coronavirus se sont déroulées dans l'ombre présidentielle. Aleksandar Vucic ne se présentait pas mais son nom figurait sur les bulletins de vote en tant que patron du SNS.

Cette victoire sans appel a été favorisée par le boycott du scrutin par les principaux partis d'opposition, selon qui des élections libres étaient impossibles du fait de la distorsion du paysage

médiatique et démocratique. Malgré leurs appels à rester chez soi et les craintes liées au coronavirus, la participation n'a pas reculé dans des proportions dramatiques, à 50 %. Cela n'a pas empêché les partis d'opposition à l'origine des appels au boycott de dénoncer des élections *"fausses"* et de revendiquer le succès de leur mouvement.

La Constitution confère au Président un rôle honorifique mais Aleksandar Vucic, 50 ans, est sans conteste celui qui prend les décisions. Le chef de l'État,

qui fut deux fois Premier ministre, est sorti renforcé de la crise du coronavirus et est plus populaire que jamais selon des sondages.

Après avoir voté dimanche, le chef de l'État a prévenu que les *"jours et les semaines à venir seront difficiles, en particulier en ce qui concerne le Kosovo"*. Dans son discours de victoire, Aleksandar Vucic a annoncé qu'il se rendrait dès mardi à Moscou, avant Washington samedi pour une rencontre avec son homologue kosovar Hashim Thaçi.

ALLEMAGNE

Émeutes et pillages à Stuttgart

"Scènes de guerre civile, violence sans précédent" : les condamnations politiques pleuvent en Allemagne après des pillages de magasins et des échauffourées entre plusieurs centaines de jeunes et la police à Stuttgart, dans la nuit du 20 au 21 juin 2020.

Plus d'une dizaine de policiers ont été légèrement blessés et une vingtaine de personnes ont été interpellées lors de ces violences urbaines qui ont éclaté, d'après les autorités locales, à la suite d'un contrôle de police, vers minuit, pour une affaire de stupéfiants qui avait dégénéré. Plusieurs centaines de jeunes gens, jusqu'à 500, se sont alors dirigés en petits groupes vers le centre-ville pour y semer le chaos pendant plusieurs heures. Portant souvent des cagoules pour éviter d'être identifiés, ils ont alors *"fortement endommagé des voitures de police garées dans la rue en brisant leurs vitres à coups de barres de fer, de poteaux"*, ont indiqué les forces de l'ordre dans un communiqué.

Ils ont *"lancé des pierres et des pavés retirés de la voie publique ou de chantiers de construction vers d'autres véhicules des forces de l'ordre qui circulaient"*, et agressé des membres des forces de l'ordre. Au total, *"plus d'une dizaine de policiers"* ont été légèrement blessés à cette occasion.

Sur leur passage, les émeutiers ont brisé aussi plusieurs vitrines de commerces, tandis que des devantures de magasins ont été pillées, notamment sur une des grandes artères commerçantes de la métropole, comme le montrent diverses vidéos amateurs circulant sur les réseaux sociaux.

Agences

BOLIVIE

La prochaine élection présidentielle fixée au 6 septembre

La Présidente bolivienne par intérim, Jeanine Áñez, a finalement promulgué dimanche 21 juin soir la loi qui convoque les élections générales au 6 septembre. Les scrutins, qui auraient dû se tenir le 3 mai dernier, avaient été reportés en raison de la pandémie Covid-19.

La date des prochaines élections générales a été l'occasion d'après discussions entre la présidente par intérim, le Tribunal électoral suprême et les parlementaires. *"J'ai reçu des pressions exigeant des élections le 6 septembre, c'est-à-dire en pleine pandémie"*, a regretté la présidente dans un message enregistré, rejetant toute volonté de se maintenir au pouvoir. Selon Jeanine Áñez la Bolivie sera alors en plein pic pandémique. La date avait été décidée - et la loi

votée par les deux chambres mi-juin - après un accord entre le parti MAS, Movimiento al Socialismo (MAS) de Morales, qui contrôle les deux chambres avec une large majorité, le Tribunal suprême électoral, le candidat centriste Carlos Mesa et quelques mouvements de moindre importance. Mais la Présidente se refusait à promulguer la loi organisant le scrutin. Conformément à la Constitution, si elle persistait dans son refus, il revenait à l'Assemblée législative de promulguer la loi électorale.

En repoussant les élections *"nous serons tous gagnants"*, argumentait la Présidente par intérim qui souhaitait repousser le scrutin d'un mois ou deux. Les autorités sanitaires estiment qu'aux mois de juillet et août la pandémie sera à son maximum. Selon les

projections, fin juillet, la Covid-19 pourrait avoir infecté 100 000 personnes et faire entre 4.000 et 7.000 morts.

La ministre de la Santé Eidy Roca, a assuré dimanche 21 juin devant la presse que *"le nombre de contaminations en Bolivie atteindrait un pic de 130.000 cas à la mi-septembre"*. Samedi, la Bolivie a enregistré plus de 1.000 nouveaux cas en 24 heures, pour la première fois depuis le début de l'épidémie.

Dans un dernier sondage en mars, Luis Arce, candidat soutenu par l'ex-président Evo Morales qui est poursuivi par la justice de son pays et dont la candidature à la présidentielle a été invalidée, était en tête des intentions de vote avec 33,3 % des voix.

Agences

ÉTATS-UNIS

Quand la haine raciale remplace l'esclavage

La révolution noire est bien plus qu'une lutte pour les droits des Noirs. Elle oblige l'Amérique à faire face à toutes ses failles interconnectées : le racisme, la pauvreté, le militarisme et le matérialisme. Elle expose des maux qui sont profondément ancrés dans toute la structure de la société.

À travers des rassemblements festifs ou des défilés, des milliers d'Américains ont célébré vendredi 19 juin le 155^e anniversaire de l'abolition de l'esclavagisme. Le contexte est particulier cette année avec la prise de conscience des discriminations et du racisme subis par la communauté noire à la suite de la mort de plusieurs Afro-Américains aux mains de la police.

Les célébrations du "Juneteenth" (contraction de juin et de 19 en anglais), ce jour de 1865 où les derniers esclaves ont été libérés au Texas, ont donc été particulièrement exaltées par le mouvement de colère qui secoue le pays.

À Washington, les protestations dénonçant "le racisme, l'oppression et les violences policières" se sont d'abord concentrées autour du monument en mémoire à Martin Luther King. Près de la Maison-Blanche, la manifestation était festive sur la nouvellement baptisée "Black Lives Matter Plaza".

Nouvelle provocation de Trump

Les appels se sont multipliés ces dernières semaines pour le déboulonnage de monuments à la gloire de soldats confédérés lors de la Guerre de Sécession (1861-1865), qui pullulent dans le sud du pays, et certains ont été mis à terre.

Les participants avaient également des mots durs contre Donald Trump. Le locataire de la Maison-Blanche organise en effet samedi un grand meeting de campagne à Tulsa, dans l'Oklahoma. Il avait suscité l'indignation en choisissant la date symbolique du 19 juin et a dû le reporter au lendemain. Le choix n'est pas anodin : la ville reste hantée par le souvenir d'une des pires émeutes raciales de l'histoire, où jusqu'à 300 Afro-Américains ont été massacrés par une foule blanche, en 1921.

Des Black Panthers au Black Lives Matter...

Quelle différence entre les militants historiques : Malcolm X, Martin Luther King, les Black Panthers, etc., et les organisations antiracistes actuelles.



À quoi et qui sert le racisme soigneusement entretenu par une certaine droite? À quoi et qui sert son image inversée, l'antiracisme d'une certaine gauche communautariste, dont les excès de sentimentalisme et les affectations de vertu, il faut bien le dire, peuvent agacer l'opinion publique et engendrer des réflexes de rejet?

La révolution noire est bien plus qu'une lutte pour les droits des Noirs. Elle oblige l'Amérique à faire face à toutes ses failles interconnectées : le racisme, la pauvreté, le militarisme et le matérialisme. Elle expose des maux qui sont profondément ancrés dans toute la structure de notre société. Elle révèle des défauts systémiques plutôt que superficiels et suggère qu'une reconstruction radicale de la société elle-même est le véritable problème à affronter.

Le groupe racaliste Black Lives Matter a reçu l'année dernière une énorme subvention de 100 millions de dollars de la Fondation Ford. Sous l'impulsion des meurtres racistes par des agents de sécurité et des policiers de Trayvon Martin, Mike Brown et Eric Garner, BLM a obtenu un soutien sans réserve de la part de l'ensemble du spectre de la gauche libérale où il est presque cité de manière pavlovienne comme un exemple d'activisme populaire noble et radical. Les États-Unis sont sous l'emprise d'une oligarchie d'entreprises dirigée par la finance et ils construisent un État policier militarisé depuis de nom-

breuses années, sous Barack Obama ainsi que George W. Bush et d'autres. L'érosion de la démocratie et la construction d'un État policier raciste étaient en cours bien avant que Trump ne s'installe à la Maison-Blanche. Les Clinton ont privé des millions de femmes et d'enfants noirs des aides publiques fédérales, tout en encourageant l'incarcération de masse à caractère racial avec leur horrible loi sur les crimes en trois coups (que Bill Clinton a plus tard admis avoir regretté).

Toutes les "couleurs" sous la même bannière

La solution, selon les Black Panthers, était la révolution, une transformation de toute la société, à réaliser en combinant les forces des prolétariats noir, brun, jaune, rouge et blanc en opposition à l'empire capitaliste et raciste américain. Cette idée était le "Black Power" mais aussi et, plus largement, le "Power to the People", comme l'a expliqué le jeune et légendaire Black Panther de Chicago Fred Hampton dans un discours prononcé en 1969. "On ne combat pas le racisme par le racisme. Nous allons combattre le racisme par la solidarité. Nous disons qu'on ne combat pas le capitalisme en rejetant le capitalisme noir, mais qu'on combat le capitalisme par le socialisme", disait-il. Hampton encourageait et aidait les pauvres et les radicaux blancs de la classe ouvrière à organiser des

groupes de gauche réunissant Blancs, Noirs et Latinos pauvres dans une avant-garde des dépossédés.

En plus de leur pratique bien connue de maintien de l'ordre avec autodéfense armée des ghettos noirs, le modèle des Panthers comprenait une approche directe de service à la population.

Une pâle réplique de leurs aînés

Black Lives Matter – fondé par trois militantes professionnelles des associations à but non lucratif et de la collecte de fonds (Garza, Cullors et Opal Tometi) ayant depuis longtemps des liens étroits avec des entreprises, des fondations, des universités et des agences gouvernementales – ne représente aucune menace similaire aux Black Panthers envers l'ordre établi. Ses slogans savamment commercialisés, "Black Lives Matter" et "Hands Up, Don't Shoot" sont défensifs. BLM n'a que peu, voire pas du tout de relations de service directes avec les communautés noires pauvres au nom desquelles il s'exprime. Il n'appelle pas à une large rébellion populaire contre les structures d'oppression combinées et interconnectées du racisme, du capitalisme, de l'impérialisme et du patriarcat. En décembre, il s'est ouvertement engagé dans la cause du capitalisme noir, s'associant à l'agence de publicité J. Walter Thompson (Fortune 500) pour créer une base de données nationale sur le commerce noir.

Le don de 100 millions de dollars par une puissante partie de la classe dirigeante équivaut à une reconnaissance des objectifs du mouvement Black Lives Matter considérés comme alignés sur ceux de Wall Street et du gouvernement américain. Parmi les pauvres noirs ghettoïsés et incarcérés, rares sont ceux qui, sur Internet, se frayent un chemin à travers les idées politiques complexes des professionnels noirs de la classe des coordinateurs qui reçoivent des subventions des grandes fondations bourgeoises, dont peu de donateurs et de responsables de programmes s'intéressent de près ou de loin à la "reconstruction radicale de la société elle-même" de Martin Luther King.

Avec l'argent viennent le statut et la célébrité. Une ironie de la situation est que cette dépendance à l'argent et à une administration par des élites (néo) libérales liées au Parti Démocrate est handicapante pour les bénéficiaires des subventions octroyées à BLM/M4BL sincères et véritablement engagés. En l'absence de tonnerre révolutionnaire venant de la gauche réelle, les libéraux de gauche/néolibéraux ne vont pas mettre en œuvre bon nombre des réformes qu'ils préconisent, voire aucune.

Agences

GRÂCE À CRISTIANO RONALDO ET PAULO DYBALA

Sans briller, la Juventus assure l'essentiel à Bologne

Après deux matches nuls et vierges en Coupe, la Juventus devait rassurer et se rassurer à Bologne. En dépit d'un contenu plutôt pauvre, les coéquipiers de Ronaldo ont été réalistes. Même mauvaise, la Juve l'a emporté, et c'est déjà bien (2-0).

Cette saison, l'histoire semble se répéter dans le Piémont. Et suivre les Turinois loin de leurs bases. Ce lundi encore, à Bologne, les joueurs de Sarri ont affiché un visage bien morne. A l'image de Mancini, sélectionneur italien présent en tribune. S'il a certainement dû apprécier la partition jouée par Dybala, il était probablement venu pour autre chose. Mais pour voir un Italien briller, il n'a pas choisi le bon soir. En occultant Bernardeschi, intéressant sur la droite de l'attaque de la Juve, il n'a pas eu grand-chose à se mettre sous la dent. La faute à une Vieille Dame amorphe, déjà, mais aussi à une équipe de Bologne trop faible qualitativement pour espérer quelque chose. Pourtant, la performance collective demeure intéressante : un gros pressing d'entrée, qui aurait pu mener à un but contre son camp de De Ligt (1e), des tentatives de combinaisons et un jeu vers l'avant trop compliqués à bonifier

faute d'exploit personnel. Ronaldo cette saison c'est très bon statistiquement mais dans le jeu c'est le vide sidéral : tellement de déchets et même sa finition qui était pourtant sa force est devenue moyenne.

Tout l'inverse des coéquipiers de Bonucci, qui s'en sont remis à des individualités. Dybala, déjà (voir plus bas), mais aussi Bernardeschi. L'Italien composait harmonieusement avec le premier (8 passes envoyées, 7 reçues), comme sur le break signé de l'Argentin, qu'il régala d'une talonnade en première intention. Plus tard, une belle frappe sur le poteau aurait mérité mieux (53e). Et puis Ronaldo, évidemment. Mais outre son penalty – obtenu de manière litigieuse par De Ligt – transformé sans broncher (1-0, 23e), CR7 manquait de finesse dans le dernier geste pour espérer quoi que ce soit. Un piqué mal jaugé du droit (52e), une frappe à bout portant sur le gardien (53e) et une frappe décroisée pas loin (73e) symbolisent parfaitement le match. Pas vraiment inspiré, Ronaldo a marqué. Et dans son sillage, une Juve pas brillante, et pas aidée par la blessure de De Sciglio, dont le remplaçant, Danilo, était exclu 25 minutes après sa rentrée, l'a emporté. Comme (presque) toujours.

Le gagnant : Dybala, numéro 10 sur le terrain

Positionné en faux numéro neuf dans le 4-3-3 de Sarri, l'Argentin n'a cessé de décrocher pour apporter du liant entre le milieu et l'attaque de la Juve. Très vite, il décidait de

descendre d'un cran pour aider ses coéquipiers submergés par un pressing bolonais intense. Choix payant qui offrait une vraie bouffée d'oxygène aux Turinois. Malin dans ses déplacements, juste dans ses transmissions et diablement redoutable aux abords de la surface, Dybala était clairement le danger numéro un. Sur le premier (et seul) beau mouvement des visiteurs, il jouissait d'une remise en une touche du talon de Bernardeschi pour déposer le ballon en lucarne d'une caresse du gauche (2-0, 36e). Très propre du reste (4 dribbles réussis sur 4 tentés), il a, pendant 90 minutes, sublimé son appellation de "Joya".

Le perdant : Rabiot, rendez-vous manqué

Associé à Bentancur et Pjanic dans l'entrejeu pour sa première titularisation depuis la reprise, Rabiot avait son destin entre ses pieds. C'était à lui de traduire la confiance octroyée par son entraîneur sur le terrain. Mais malheureusement, et on a envie de dire comme trop souvent cette saison, il n'en a pas été capable. Etouffé par le pressing agressif imposé d'emblée par le 4-2-3-1 de Mihajlovic, il accusait le coup et était manifestement pas à l'aise ni techniquement (6 pertes de balle, 4 dribbles subis), ni physiquement (15 duels au sol disputés, 4 remportés). Et ce ne sont pas ses trois dégagements qui vont alléger la note.

R. C.

LIGUE 1

Le MCA sur le point d'obtenir une certification N.A ISO 9001

Le MC Alger, a signé lundi, au siège de la Fédération algérienne à Dely Brahim, la convention tripartite liant la SSPA/Le Doyen au cabinet d'expertise IANOR ainsi que la DCGF (Direction de contrôle de gestion et des finances) de la FAF, pour la mise à niveau du management du club algérois et l'obtention d'une certification de la qualité N.A ISO 9001, a annoncé l'instance fédérale sur son site officiel.

La signature de cette convention tripartite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des mesures décidées par la FAF au titre de l'accompagnement des clubs profession-

nels. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du secrétaire général de la FAF Mohamed Saâd, du président de la DCGF Réda Abdouch, ainsi que des membres de cette structure : Hamaidi-Zorgui, Me Guerza, Me Boussafeur et Belkacem. Côté MCA, c'est le président du conseil d'administration, Abdenacer Almas, qui a paraphé la convention. "Cette convention est un préalable à l'obtention de la licence de club professionnel au titre de la saison 2020-2021. Une fois la mise à niveau du management réalisée, le MC Alger sera en route vers la certification N.A ISO 9001 qui constituera un gage de

USM ALGER

Les joueurs acceptent une baisse de salaire

Les joueurs de l'USM Alger ont accepté une baisse de leurs salaires, pour les mois d'avril et mai, à l'issue d'une réunion, tenue spécialement à cet effet lundi, au stade Omar Hamadi (Bologhine), a indiqué le club algérois de Ligue 1, sans préciser le montant exacte de la somme retenue. C'est le nouveau Directeur général du club, Abdelghani Haddi qui a mené ces négociations avec les camarades du capitaine Mohamed Lamine Zemmamouche, et

ces derniers se sont montrés compréhensifs, en acceptant cette baisse de salaire, engendrée par la crise du nouveau coronavirus. "L'objet de cette réunion était de trouver une solution à l'amiable, en présence des joueurs, qui étaient les principaux concernés" a encore précisé la Direction des Rouge et Noir.

Outre l'USM Alger, plusieurs autres clubs algériens dont le dernier en date le CR

bonne gestion du club, auquel aspirent les clubs les plus prestigieux dans le monde, en attendant le reste des autres clubs algériens", précise la FAF.

Avec plus d'un million de certificats dans le monde, la norme ISO 9001 reste incontestablement la norme de management la plus déployée et reconnue au plan international. Outil le plus utilisé pour piloter son organisation et les activités, la certification ISO 9001 constitue un socle pour optimiser le fonctionnement interne, maîtriser les activités, détecter les signaux du marché, et réduire les coûts et gagner en compétitivité.

Belouizdad ont décidé de baisser les salaires des joueurs afin de soulager les finances du club, en cette période de nouveau coronavirus. Plusieurs disciplines sportives, dans différents pays du monde ont procédé à des baisses similaires des salaires de leurs athlètes au cours des trois derniers mois, car n'ayant enregistré pratiquement aucune rentrée financière pendant ladite période, en raison de la pandémie du COVID-19.

Andy Delort raconte sa 1^{ère} convocation

Andy Delort a été très décisifs avec son équipe, le Montpellier Hérault Sport Club, cette saison. Le buteur algérien est le meilleur buteur du club pour la deuxième année de suite. C'est donc logiquement que le buteur héraultais a été convoqué chez les Verts par le sélectionneur algérien. Mais malheureusement, Andy Delort n'a jusque-là pas encore réussi à s'imposer au sein du onze de Djamel Belmadi. L'ancien Toulousain avait reçu le statut de réserviste de la sélection algérienne puisque les 23 joueurs de la CAN 2019 avaient déjà été sélectionnés. Ce qui aurait pu

démotiver Andy Delort au point de ne pas s'entraîner, surtout qu'il était en vacances en Corse chez sa belle-famille. Mais une petite voix intérieure disait au joueur de 28 ans de s'entraîner, contrairement à ses coéquipiers qui lui conseillaient de se « lâcher » parce qu'il était en vacances. L'ex-ajaccien a choisi de continuer à s'entraîner, même s'il ne pouvait pas justifier ce choix. « Mais je savais qu'il fallait que je m'entraîne, je ne sais pas pourquoi », a-t-il confié à RMC Sport. Et Andy Delort avait été bien inspiré de se fier à sa petite voix intérieure. « Un jour, ma

femme me réveille en pleine nuit pour me dire de regarder ce qui se passait (l'affaire Belkebla, ndlr) », se souvient-il. Il fallait alors convoquer d'urgence un réserviste, et l'ancien Nîmois a été l'heureux élu. « Le lendemain... Je suis allé acheter un coca à la paillote et je reçois un appel de la fédé algérienne qui m'a passé Djamel Belmadi. Il me disait que je devais les rejoindre à Doha dans 24h. Quand j'ai annoncé aux autres, j'étais tout tremblant », raconte-t-il avant de conclure : « Une histoire extraordinaire, »

MJS

D'importantes décisions sanctionnent la réunion de Khaldi avec son homologue tunisien

La réunion du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi tenue lundi avec son homologue tunisien, Ahmed Gaâlou, a été sanctionnée par d'"importantes" décisions inhérentes aux questions sportives et juvéniles d'intérêt commun, sur lesquelles "une convergence des vues" entre les deux parties a été relevée, indique un communiqué du ministère. Lors de ces entretiens, visant le renforcement des relations bilatérales dans le domaine des sports et de la jeunesse, les deux ministres ont convenu de « la coordination des positions des deux pays lors des conférences, des congrès internationaux et des conseils ministériels aux niveaux maghrébin, africain, arabe et international, outre l'appui mutuel aux candidats algériens et tunisiens au niveau de ces instances », précise la même source. Il a été également convenu du « soutien mutuel à la candidature d'un de nos deux pays pour abriter des manifestations sportives ou juvéniles ». A ce propos, la partie tunisienne a réitéré son soutien, avec tous les moyens disponibles, pour faire réussir la 19e édition des Jeux méditerranéens qui sera organisée à Oran en 2022, souligne le communiqué. Dans ce sillage, il a été décidé de la « mise en place d'un mécanisme devant coordonner les positions des deux pays au niveau des instances sportives internationales », ajoute le MJS. S'agissant de la coopération bilatérale, les deux ministres ont affirmé leur volonté de « relancer les activités et les manifestations sportives et juvéniles entre les deux pays, en se focalisant dans un premier temps sur les wilayas frontalières entre l'Algérie et la Tunisie, en sus de l'échange d'expertises et d'expériences en matière de politiques publiques inhérentes aux sports et à la jeunesse notamment le Plan national de Jeunesse ». Les deux ministres ont convenu, entre autres, de l'échange d'expertises, de la gestion des maisons de Jeunes, du forum numérique des jeunes, de la promotion du sport scolaire et universitaire, de la sélection de jeunes talents sportifs, de leur formation et de leur accompagnement ainsi que de la gestion des infrastructures sportives.

AL-SAILIYA SC

Belhadj prolonge son contrat d'une saison supplémentaire

L'ancien défenseur international algérien, Nadir Belhadj, a prolongé son contrat d'une saison supplémentaire avec la formation d'Al-Sailiya SC, a annoncé lundi le club pensionnaire de la division 1 qatarie de football. Le latéral gauche de 38 ans va enchaîner ainsi sa quatrième saison sous les couleurs d'Al-Sailiya SC, lui qui avait rejoint le club qatari en juin 2017 en provenance de Sedan. Le joueur algérien, passé notamment par Al-Sadd du Qatar (2010-2016), a disputé cette saison 18 rencontres, toutes compétitions confondues, inscrivant un but et délivrant deux passes décisives. L'ancien joueur de Portsmouth a repris les entraînements avec son équipe pour se préparer à la reprise de l'exercice 2019-2020, prévu pour le 24 juillet après quatre mois d'interruption en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

Au terme de la 17e journée, Al-Sailiya SC pointe à la 6e place au classement avec 23 points, loin derrière le leader Al-Duhail SC.

ENQUÊTES CRIMINELLES



21h00



Au sommaire : «Affaire Rouxel : repas de famille sanglant». Un drame vient de se jouer le 20 février 2016 dans le village de La Bastide-Clairence. Pascal Rouxel et Ewa, son épouse, ont été abattus par balles. À l'extérieur de la maison familiale, Yann, le fils aîné, est en état de choc. Au même moment, son frère Kevin se présente à la gendarmerie. Il accuse Yann du double meurtre, mais ce dernier lui renvoie la balle - «Affaire d'Amato : trois ADN pour un meurtrier». Le 31 mars 2003, Chantal d'Amato, une veuve de 53 ans, et sa fille Audrey, 24 ans, périssent dans l'incendie de leur villa de Meyrargues. Elles avaient été ligotées avant d'être égorgées

ENQUÊTE SOUS HAUTE TENSION



21h00



L'autoroute A8, qui traverse la Provence, est le théâtre d'accidents spectaculaires liés à l'alcool ou à la prise de stupéfiants. Dans les villes et les villages de la région, d'autres faits inquiétants mobilisent également l'attention des forces de l'ordre. Parfois, une simple querelle de voisinage peut virer au drame, et les gendarmes sont aussi confrontés aux affaires de violences conjugales. L'année dernière, plus de 1800 plaintes ont été déposées dans le département des Alpes-Maritimes et chaque appel au secours est pris très au sérieux. En effet, la rapidité d'intervention des gendarmes est primordiale et permet de sauver des vies

ROMANCE



21h00



Aidé et conseillé par Tony, le patron du Wonderland, et par Margaret, la femme que Tony rêve d'aimer, Jérémie met tout en oeuvre pour sauver Alice, la femme de ses rêves. Mais sera-t-il capable d'aller jusqu'au bout ? Devra-t-il assassiner un homme ? Et s'il parvient à tuer celui qu'Alice rêve de voir mourir, aura-t-il alors les moyens de rester en 1960 Et si «sauver Alice» était synonyme de la perdre ?

SYMPHONIE POUR LA VIE



21h00



Les artistes se mobilisent pour les soignants. Rendez-vous pour une grande soirée musicale au théâtre du Châtelet afin de récolter des fonds pour la Fondation Hôpitaux de Paris - Hôpitaux de France. Cette soirée est un élan commun, un élan vital, qui a uni une vingtaine d'artistes majeurs de la scène classique, très rarement rassemblés en un seul et même programme de télévision. Cette partition a été pensée par ce collectif en quête d'un retour à la vie et pour tendre la main au public, nous faire rêver, vibrer et nous permettre de nous évader. Elle est jouée dans un cadre spectaculaire qui offre l'opportunité de composer un programme entièrement conçu pour les caméras



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

LES ROSEAUX SAUVAGES



21h00



1962. Maïté, François et Serge sont élèves au lycée de Villeneuve-sur-Lot, dans le Sud Ouest de la France. Henri, pied-noir exilé qui vient d'arriver au lycée, sème le trouble dans les esprits par son attitude révoltée. Son apparition va aider ses camarades à mieux se connaître et se comprendre. Le frère de Serge qui vient de se marier est tué à la guerre. Communiste convaincue, Madame Alvarez, la mère de Maïté fait une dépression nerveuse car elle se sent coupable de ce décès parce qu'elle a refusé de l'aider à désert. Serge cherche, quant à lui, l'âme soeur qui l'aidera à s'occuper de la ferme familiale

LA TOUR 2 CONTRÔLE INFERNAL



21h00



Octobre 1981. Ernest Krakenkriek et Bachir Bouzouk sont deux brillants pilotes de l'armée française. Suite à une malencontreuse erreur au cours d'un test de centrifugeuse, ils perdent une partie de leur potentiel intellectuel. L'armée voulant les garder dans l'aviation, on leur trouve un poste de bagagistes à Orly Ouest. Lors de leur premier jour de travail, l'aéroport est attaqué par une bande de terroristes se faisant appeler les «Moustachious»

TOP CHEF



21h00



Cette semaine, Philippe Etchebest se rend dans les Bouches-du-Rhône, à Sénas, où Mélanie et Mylène, deux jumelles de 28 ans, ont fait appel à lui pour sauver le restaurant qu'elles gèrent avec leur grande soeur Séverine. Bien qu'il soit placé au centre du village et entouré de nombreux commerces, les clients ont déserté leur établissement. Rien d'étonnant à cela puisque, dès son arrivée, le chef a vite été plongé dans l'ambiance glaciale qui règne dans ce lieu. Soupe à la grimace, accusations, mépris : le chef s'est retrouvé en plein coeur d'un conflit familial... Mais s'il veut les aider à sauver leur restaurant, Philippe Etchebest va devoir débloquer la situation

THE RESIDENT LA DERNIÈRE DANSE



21h00



C'est le grand jour pour Devon : il va épouser Priya. Toutefois, ses doutes à propos de cette union atteignent leur paroxysme. De son côté, Julian fait une découverte qui la met dans une position extrêmement délicate. Bell, elle, prend des risques pour camoufler une erreur passée. Quant à Conrad et Marshall, ils tentent d'améliorer, non sans mal, leur relation père-fils

Fadjr	03h38
Dohr	12h47
Asr	16h38
Maghreb	20h08
Icha	21h49

ABDELMADJID BOUGUERRA :

“J'AI ACCEPTÉ LA MISSION AVEC UN GRAND OUI”

L'ancien capitaine des Verts, Madjid Bougherra a affirmé avoir "accepté avec un grand oui" le poste de Sélectionneur national des joueurs locaux (A'), qui lui a été officiellement confié par la Fédération algérienne de football, avec le consentement du coach Djamel Belmadi.

"J'ai répondu à l'appel avec un grand oui, et je suis très heureux de revenir dans mon pays, cette fois en tant qu'entraîneur.

Je remercie le président de la FAF Kheireddine Zetchi et le sélectionneur Djamel Belmadi pour leur confiance", a indiqué l'ancien défenseur central des Fennecs dans une déclaration au site officiel de la Fédération.

Le "Magic", aujourd'hui âgé de 37 ans, a expliqué que ses contacts avec la FAF s'étaient déroulés "en toute simplicité", ajoutant que "le projet de la FAF" lui a été exposé à la fois avec "clarté et conviction" par le président Zetchi.

Une détermination qui selon lui était "orientée vers le pragmatisme, l'efficacité et une recherche permanente de l'excellence".

Concernant sa mission à la tête de sélection A', l'ancien défenseur des Glasgow Rangers (Ecosse), a expliqué qu'elle consiste en deux principaux points : le



prochain Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux (CHAN-2022), qui sera organisé par l'Algérie, et l'approvisionnement de la sélection nationale par de bons joueurs locaux.

"Nous aurons la chance d'organiser le CHAN-2022 sur nos terres.

Nous devons donc le préparer du mieux possible, pour rayonner à nouveau sur la scène continentale. Ma mission consiste

aussi à détecter de nouveaux Atal, Soudani, Benlamri et Slimani, pour fournir à l'équipe A de bons joueurs locaux". Bougherra a anticipé par ailleurs, le bon déroulement des choses avec le sélectionneur Djamel Belmadi, qu'il a qualifié de "mentor", et dont il connaît parfaitement la méthode de travail et la philosophie du football, pour avoir déjà travaillé sous sa coupe. Le président Kheireddine Zetchi et

le Bureau fédéral, en concertation avec le sélectionneur national Djamel Belmadi, avaient décidé lundi de désigner Madjid Bougherra comme nouvel entraîneur de l'équipe nationale des joueurs locaux. Bougherra avait rejoint l'équipe nationale en 2004, alors qu'il relevait encore de la catégorie "espoirs", puis a progressivement grimpé les échelons, jusqu'à en devenir le capitaine.

Le "Magic" a disputé, entre autres, les Coupes du monde de 2010 et 2014, ainsi que les Coupes d'Afrique des nations de 2010 et 2015.

Il a joué son dernier match officiel sous le maillot national lors de la CAN-2015, en Guinée-Equatoriale, lors de laquelle l'Algérie s'était inclinée en quarts de finale, contre la Côte d'Ivoire (3-1). Après sa reconversion, Bougherra avait entamé une carrière d'entraîneur à partir de 2017, en prenant en charge l'équipe réserve d'Al-Duhail (Qatar), avec lequel il avait remporté le titre à deux reprises. Sa dernière expérience remonte à 2019-2020 avec l'équipe première d'Al-Fujairah (Div.1/ Emirats arabes unis), avant d'être remercié en février dernier.

ETATS-UNIS

TRUMP DÉCIDE DE GELER CERTAINS VISAS JUSQU'EN 2021

En campagne pour les élections présidentielles de 2020, le président américain Donald Trump décide ce lundi de geler certains visas jusqu'en 2021 au nom de la lutte contre le chômage. Confronté à la destruction brutale de millions d'emplois en raison des mesures de confinement, le Président républicain avait décidé, il y a deux mois, de suspendre pour 60 jours la remise de "green cards", qui offrent un statut de résident permanent aux États-Unis, sans toucher aux visas de travail temporaire. Un nouveau décret, qu'il doit signer dans l'après-midi, prolongera cette "pause" jusqu'au 31 décembre et inclura, cette fois, plusieurs types de visas de travail. Sont également concernés les visas H1B, très utilisés dans le secteur des hautes technologies, les visas H2B réservés aux travailleurs peu qualifiés (à l'exception des employés de l'industrie alimentaire), les visas J, utilisés pour les étudiants-chercheurs ou les visas de transfert inter compagnies qui servent pour certains contrats expatriés, annonce un haut responsable. Selon ce responsable, cette "pause" devrait empêcher au moins 525.000 étrangers d'entrer sur le sol américain et réserver leurs emplois à des Américains, afin de lutter contre le chômage dont le taux est passé de 3,5% de la population active en février à 13,3% en mai, en raison des mesures de confinement prises pour lutter contre la pandémie du coronavirus.

O. M.

SONDAGE DE LA FIFA

MAHREZ, MEILLEUR FOOTBALLEUR ALGÉRIEN DE L'HISTOIRE

L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été largement élu meilleur footballeur algérien de l'histoire, selon un sondage organisé par la Fédération internationale de football (FIFA). Le capitaine des "Verts" s'est imposé, en récoltant 48,8 % des voix des votants, devant l'ancienne star du FC Porto, Rabah Madjer (27,4 %). Lakhdar Belloumi et Mustapha Dahleb, avec respectivement 12,2 % et 11,6 %, suivent derrière. "Très large victoire de Riyad Mahrez qui, pour vous, est sans hésitation le meilleur footballeur algérien de l'histoire", a écrit l'Instance internationale sur son compte Twitter. Beaucoup de noms de footballeurs algériens ont été proposés par les internautes, mais Mahrez, Madjer, Belloumi et Dahleb ont été les plus mentionnés, précise la FIFA. Le milieu offensif des "Cityzens" a largement contribué au sacre africain remporté par les "Verts" lors de la CAN-2019, disputée en terre égyptienne avec notamment, un but d'anthologie inscrit sur coup-franc contre le Nigeria (2-1) en demi-finales. Sacré deux fois Champion d'Angleterre avec Leicester et Manchester City, Mahrez est en train de réaliser de bonnes choses en Premier League à l'occasion de sa deuxième saison sous les couleurs des "Cityzens", qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe d'Angleterre et proches des quarts de la Ligue des champions. Lundi, il a brillé avec City en inscrivant un doublé lors de la large victoire (5-0) en championnat contre Burnley.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Les décès et les contaminations en hausse

Le nombre de décès est en hausse. Neuf (9) autres décès ont été enregistrés hier. Ce qui donne un total de 861 depuis le début de cette pandémie en Algérie. Cent cinquante-sept (157) nouveaux cas confirmés ont été enregistrés hier mardi, portant ainsi le nombre total des cas à 12.077, selon le bilan quotidien du ministère de la Santé. Il a été relevé que l'ensemble des cas confirmés au coronavirus ont été enregistrés à travers 48 wilayas. La tranche d'âge 25-60 ans représente 56 % des cas, alors que 66 % des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus. Le Dr Fourar a rappelé la nécessité du strict respect des mesures de prévention, la distanciation sociale et de suivre les recommandations des spécialistes. Les professionnels de la santé réitérent la nécessité pour les citoyens de respecter les règles d'hygiène personnelle et environnementale, afin d'éviter toute contamination au coronavirus.